

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2020**

Décembre 2020.

Table des matières

I. INTRODUCTION	8
II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES	11
2.1. RECETTES BUDGETAIRES	13
2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général	13
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement	13
DIRECTION GENERALE DES DOUANES	15
A. Rappel des objectifs quantifiés	15
B. Réalisations des recettes douanières	15
a. Recettes issues des produits pétroliers	16
b. Recettes issues des produits non pétroliers	16
C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2020	17
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	18
A. Rappel des objectifs	18
B. Réalisations	18
DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE	21
A. Rappel des objectifs	21
B. Réalisations	21
C. Perspectives pour le quatrième trimestre	22
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES	23
A. Rappel des objectifs	23
B. Réalisations	23
a. Recettes fiscales	24
b. Recettes non fiscales	24
C. Contraintes et difficultés	25
D. Mesures correctives	25
E. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020	26
2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs	26
2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI) (financement extérieur)	27
2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles	29
2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes	29
A. Rappel des objectifs	29
B. Réalisations	29
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	30
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	30
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	30
d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	31
e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :	31
f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	31
C. Perspectives	31
a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :	31
b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :	31
c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :	31
d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :	32
e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :	32
2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor	32
2.2. DEPENSES BUDGETAIRES	34
2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique	34
2.2.1.1. Budget général	35
A. Dépenses ordinaires	35
a. Personnel	36
b. Biens et services	36

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2020

c.	Charges financières :	36
d.	Transferts et subventions :	36
e.	Dépenses en atténuation des recettes :	37
B.	Dépenses en capital	37
a.	Equipement - investissement	37
b.	Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)	38
c.	Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)	38
2.2.1.2.	Budgets annexes	39
A.	Dépenses ordinaires	39
a.	Personnel	39
b.	Biens et services	39
c.	Transferts et subventions :	40
B.	Dépenses en capital	40
2.2.1.3.	Comptes spéciaux du Trésor	40
A.	Dépenses ordinaires	40
a.	Personnel	40
b.	Biens et services	41
c.	Transferts et subventions :	41
d.	Dépenses en atténuation des recettes :	41
B.	Dépenses en capital	41
2.2.1.4.	Situation d'exécution agrégée par nature économique	42
2.2.1.5.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics	43
2.2.2.	Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation	44
2.2.2.1.	Programme de pilotage	45
2.2.2.2.	Programmes opérationnels	45
2.2.2.3.	Programmes des budgets annexes	45
2.2.2.4.	Programmes des comptes spéciaux du Trésor	46
2.2.2.5.	Dotations	46
2.2.2.6.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI	47
2.2.3.	Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction	47
2.2.2.7.	Services généraux des administrations publiques	48
2.2.2.8.	Défense	49
2.2.2.9.	Ordre et sécurité publics	49
2.2.2.10.	Affaires économiques	49
2.2.2.11.	Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte	49
2.2.2.12.	Santé	50
2.2.2.13.	Enseignement	50
2.2.2.14.	Protection sociale	50
2.2.2.15.	Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI	51
III.	SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE	52
3.1.	RESSOURCES DE TRESORERIE	52
2.2.3.	Produits des cessions d'actifs	53
2.2.3.1.	Aliénations de meubles, d'immeubles et TF	54
2.2.3.2.	Recettes de privation	54
2.2.4.	Produits des emprunts à court, moyen et long terme	54
2.2.4.1.	Produits des emprunts projets inscrits au BSI	55
2.2.4.2.	Produits des emprunts programmes	56
2.2.4.3.	Produits des émissions de bons et obligations du Trésor	56
2.2.5.	Dépôts sur les comptes des correspondants	56
2.2.6.	Remboursements de prêts et avances	56
3.2.	CHARGES DE TRESORERIE	59
3.2.1.	Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme	59
3.2.2.	Retraits sur les comptes des correspondants	60

IV. CONCLUSION.....	61
---------------------	----

Liste des tableaux

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.....	9
Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.....	11
Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.....	15
Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.....	17
Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.....	18
Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2020.....	21
Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre de 2020.....	22
Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.....	23
Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.....	28
Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.....	29
Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.....	32
Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.....	34
Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.....	38
Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.....	43
Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.....	44
Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.....	48
Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.....	52
Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.....	53
Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.....	54
Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.....	55
Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGD.....	57
Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.....	59

Liste des graphiques

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.....	14
Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.....	14
Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes douanières des troisième trimestre 2019 et 2020.....	19
Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2020 par nature économique.....	42
Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.....	47
Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.....	51

Liste des annexes

Annexe 1 : situation de réalisation des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie par les services d'assiettes et de recouvrement.
Annexe 2 : situation d'exécution des dépenses budgétaires de riposte à la Covid-19.
Annexe 3 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification programmatique et économique au 30 septembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.
Annexe 4 : situation d'exécution détaillée des dépenses par budget et par programme ou dotation au 30 septembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2020

Annexe 5 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification administrative et économique au 30 septembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.

Annexe 6 : situation d'exécution détaillée des dépenses par classification fonctionnelle au 30 septembre 2020, sans le financement extérieur du BSI.

Annexe 7 : situation d'exécution du financement extérieur du BSI par ministère.

Liste des sigles et abréviations

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cession Immobilière
AE	Autorisation d'Engagement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BDM-SA	Banque de Développement du Mali, Société Anonyme
BMS-SA	Banque Malienne de Solidarité, Société Anonyme
BNA	Banque Nationale de Développement Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
COVID-19	Sigle anglais de "Maladie à Coronavirus 2019"
CP	Crédit de Paiement
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DGABE	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNGM	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM-SA	Energie du Mali, Société Anonyme
EMABE	Entrepôts Maliens au Bénin
EMACI	Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire
EMAGHA	Entrepôts Maliens au Ghana
EMAGUI	Entrepôts Maliens en Guinée
EMAMAU	Entrepôts Maliens en Mauritanie
EMASE	Entrepôts Maliens au Sénégal
EMATO	Entrepôts Maliens au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
FCRIT	Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique
FDD	Fonds de Développement Durable
FFRFPAM	Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières
FGSP	Fonds de Garantie du Secteur Privé
FMI	Fonds Monétaire International
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2020

FRC-TVA	Fonds de Remboursement des Crédits TVA
INSTAT	Institut National de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OPEP+	Alliance des pays producteurs de pétrole
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOTELMA-SA	Société des Télécommunications du Mali, Société Anonyme
TAV	Taxe Ad Valorem
TF	Titre Foncier
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique¹

La propagation rapide de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) à travers le monde, a engendré une crise sans précédent, caractérisée, sur le plan sanitaire, par d'importantes pertes en vies humaines et, sur le plan économique, par une récession globale. Ainsi, selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), le PIB mondial devrait se contracter de 4,9 % en 2020 au lieu de 3% initialement annoncé, soit 7,8 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Cette récession historique risque de creuser davantage les inégalités et compromettre les progrès réalisés en matière de réduction de l'extrême pauvreté. Le volume du commerce mondial devrait se contracter d'environ 12% et les prix à la consommation maintiendront leur tendance baissière en raison de la diminution de la demande globale et de la baisse des prix du carburant.

Dans les pays avancés, l'activité économique devrait se contracter de 8% en 2020, soit 9,7 points de pourcentage en moins par rapport à 2019. Quant aux prix à la consommation, ils devraient passer de 1,4% en 2019 à 0,3% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la contraction de l'activité économique devrait être moins importante que dans les pays avancés (-3,0%), avec de fortes disparités entre les régions qui composent ce groupe de pays. En Afrique subsaharienne, le taux de contraction s'établirait à 3,2% en 2020, après une croissance de 3,1% en 2019. Les prix à la consommation devraient varier de 4,4% en 2020, contre 5,1% en 2019.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 1,3%, en baisse de 4,8 points de pourcentage par rapport à 2019.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques annoncent une contraction plus accentuée de l'activité économique avec un taux de croissance nul, contre 5,1% en 2019. L'impact économique de la Covid-19 au Mali se traduit également par la baisse des cours du coton, la réduction du volume de commerce extérieur et l'augmentation des besoins de financement de la balance de paiement et du budget d'Etat. Aussi, selon les conclusions d'une étude menée par la Banque mondiale, la pauvreté devrait enregistrer une augmentation globale de 1 à 3 points de pourcentage, soit 199 200 à 541 323 personnes de plus en situation de pauvreté absolue.

De manière globale, les projections sont empreintes d'incertitudes. Les répercussions de la pandémie sur l'activité économique demeurent difficiles à prédire. Aussi, les conditions financières, plutôt accommodantes, pourraient se durcir. Enfin, d'autres menaces pèsent sur l'économie mondiale, notamment : (i) la détérioration des relations au sein de l'OPEP+, (ii) l'aggravation des tensions entre les

¹Source : Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2020, Fonds Monétaire International.

Etats-Unis et la Chine et (iii) les nombreuses manifestations de mécontentements qui éclatent dans différentes régions du monde.

Situation des finances publiques

L'apparition de la Covid-19 au Mali a considérablement réduit les marges de manœuvre budgétaire, déjà restreinte par la situation sociopolitique et sécuritaire. A l'instar des autres pays en développement à faible revenu, les faibles capacités du système sanitaire à faire face à la Covid-19, le poids du secteur informel, les conditions d'emprunts et les mesures de riposte à la Covid-19 exercent une grande pression sur le budget d'Etat.

Ainsi, un projet de loi de finances rectificative a été élaboré depuis le deuxième trimestre, afin de tenir compte de l'évolution du contexte macroéconomique sur les équilibres budgétaires et financiers de la loi de finances. Ce projet de loi intègre : (i) les implications budgétaires et financières de l'apparition de la Covid-19 et de la réponse du Gouvernement, (ii) l'incidence financière de la majoration de la grille salariale des enseignants, (iii) le renforcement des équipements et de l'effectif des forces armées et de sécurité ainsi que (iv) le reclassement de certaines recettes et dépenses budgétaires, conformément à la nomenclature budgétaire. La prise en compte de ces nouvelles mesures se traduit par la dégradation des soldes budgétaires.

Le **tableau 1** présente l'évolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

Tableau 1. Evolution de certains indicateurs de la politique budgétaire.

	Prévisions 2020 en % du PIB	
	Initiale	Rectifiée
Recettes budgétaires	16,7	14,5
Taux de pression fiscale	15,8	13,7
Dons	2,2	4,0
Dépenses totales et prêts nets	25,5	28,3
Encours de la dette publique	39,0	44,4
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus	-3,0	-6,0
Assistance budgétaire	1,0	3,5
Masse salariale	5,8	6,6

Source : DGB, DNTCP, juillet 2020.

En termes d'exécution, la situation d'exécution provisoire du budget d'Etat au 30 septembre 2020, fait ressortir un niveau de réalisation des recettes de 1 205,258 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 57,19% par rapport à l'objectif annuel brut rectifié qui s'élèvent à 2 107,627 milliards de FCFA.

Quant aux dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 50,60% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées qui se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, soit un montant cumulé de paiement de 1 430,565 milliards de FCFA. Les dépenses en capital représentent 27,80% de ce montant.

Ces dépenses sont réparties entre cent quarante-huit (148) programmes, trois cent trente-sept (337) actions, quatre cent soixante-huit (468) objectifs et mille cent quarante-quatre (1 144) indicateurs.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à l'équilibre financier du budget d'Etat ont été exécutées respectivement à hauteur de 63,12% et 69,03%.

II. SITUATION D'EXECUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES BUDGETAIRES²

Le budget de l'Etat est constitué de recettes et de dépenses. La situation cumulée de leur exécution au 30 septembre 2020 se présente comme suit :

Tableau 2. Récapitulatif de la situation d'exécution du budget de l'Etat.

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Budget général											
Recettes / services fiscaux	1 875,549	1 593,969	1 104,521	69,29	93,60	Dépenses ordinaires	1 500,849	1 741,894	945,989	54,31	70,67
DGD	713,580	567,000	415,320	73,25	37,60	Personnel	636,254	687,368	435,868	63,41	46,08
DGI	1 005,725	891,325	602,299	67,57	54,53	Charge financière de la dette	120,423	120,423	47,115	39,12	4,98
DNTCP	39,653	20,853	13,137	63,00	1,19	Biens et services	409,557	436,437	245,240	56,19	25,92
DND	116,591	114,791	73,765	64,26	6,68	Transferts et subventions	326,907	484,657	216,049	44,58	22,84
Produits des dons programmes et legs	79,378	250,167	33,510	13,40	2,84	Dépenses en atténuation des recettes	7,709	13,009	1,718	13,20	0,18
ABS	8,836	11,328	6,563	57,94	19,59	Dépenses en capital	971,499	911,590	392,592	43,07	29,33
ABG (dons)	70,542	223,338	21,647	9,69	64,60	Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	971,499	911,590	392,592	43,07	100,00
Fonds de concours Covid-19	-	15,500	5,300	34,19	15,82	dont BSI financement extérieur	350,000	275,600	0,000		
Produits des dons projets (BSI)	155,600	163,400	36,929	22,60	3,13	Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000			
Recettes exceptionnelles	8,981	14,500	5,035	34,72	0,43						
Total recettes budget général	2 119,508	2 022,036	1 179,995	58,36	97,90	Total dépenses budget général	2 472,348	2 653,485	1 338,581	50,45	93,57
Solde budget général							-352,840	-631,449	-158,999	25,18	70,44
Budgets annexes											
Entrepôts maliens au Sénégal	3,364	4,330	2,693	62,20	51,68	Personnel	2,215	2,215	0,905	40,86	35,25
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,551	1,879	0,871	46,33	16,71	Biens et services	2,854	3,583	0,652	18,19	25,38
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,643	0,353	54,93	6,78	Transferts et subventions	0,660	0,660	0,370	56,12	14,43
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,700	0,385	55,00	7,39	Dépenses en capital	2,081	2,648	0,640	24,18	24,94
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,600	0,339	56,43	6,50						
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,644	0,369	57,35	7,08						
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,309	0,201	65,26	3,86						
Total recettes budgets annexes	7,810	9,105	5,211	57,24	0,43	Total dépenses budgets annexes	7,810	9,105	2,567	28,19	0,18

² Voir les justifications de l'évolution des prévisions entre la loi de finances initiale et le projet de collectif budgétaire, dans la note de présentation de cette dernière, disponible sur le site internet : www.finances.gouv.ml.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2020

Recettes budgétaires						Dépenses budgétaires					
Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations	Taux %	Part %	Libellé	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Crédits liquidés	Taux %	Part %
Solde budgets annexes							-	-	0,740		-0,42
Comptes spéciaux du trésor (CST)											
FRC-TVA	69,900	87,900	41,508	47,22	86,09	Personnel	0,290	0,290	0,023	7,77	0,03
FNAF	5,000	5,000	3,750	75,00	7,78	Biens et services	71,212	1,312	0,424	32,33	0,47
FAPFo	1,800	1,800	-	0,00	0,00	Transferts et subventions	0,690	0,690	0,018	2,59	0,02
FAPFa	0,500	0,500	-	0,00	0,00	Dépenses en atténuation des recettes		87,900	84,502	96,13	94,50
FFRFPAM	0,350	0,350	0,100	28,57	0,21	Dépenses en capital	52,218	74,194	4,450	6,00	4,98
FAFE	0,600	0,600	0,300	50,00	0,62						
FDD	40,000	61,977	-	0,00	0,00						
FNDIS	2,981	2,981	0,013	0,44	0,03						
FCRIT	2,363	2,363	2,363	99,99	4,90						
PDRM	0,230	0,230	-	0,00	0,00						
FAPRP	0,685	0,685	0,181	26,42	0,38						
Total recettes CST	124,410	164,386	48,215	29,33	0,56	Total dépenses CST	124,410	164,386	89,416	54,39	6,25
Solde CST				12,30			-	-	-41,201		36,64
Total général des recettes³	2 181,828	2 107,627	1 205,258	57,19	98,89	Total général des dépenses	2 604,568	2 826,976	1 430,565	50,60	100,00
Solde global							-422,740	-719,349	-225,307	31,32	

Source : DGB, à partir des données collectées auprès de divers services, décembre 2020.

³ Le total général des recettes n'inclut pas les prévisions et les réalisations de recettes du Fonds de remboursement de crédits TVA, afin d'éviter un doublon, car celles de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de 2 181,828 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 2 107,627 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire.

Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 septembre 2020, à 1 205,258 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 57,19%.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 6,30 points de pourcentage par rapport à celui observé à la même période en 2019.

La part des recettes du budget général représente 97,90% des recettes réalisées durant la période sous revue. Celles des budgets annexes et des comptes spéciaux du trésor s'élèvent respectivement à 0,43% et 0,56%.

Les lignes qui suivent détaillent la situation d'exécution de chaque type de budget.

2.1.1. Mobilisation des recettes du budget général

Les recettes rectifiées du budget général ont été réalisées à 58,36% au 30 septembre 2020. Sur le montant mobilisé (1 179,995 milliards de FCFA), 93,60% proviennent des objectifs de recettes fiscales et non fiscales assignés aux services d'assiette et de recouvrement, 2,84% des produits des dons programmes et legs, 3,13% des produits des dons projets du budget spécial d'investissement et 0,43% des recettes exceptionnelles.

Ce niveau de réalisation est en baisse de 5,55 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

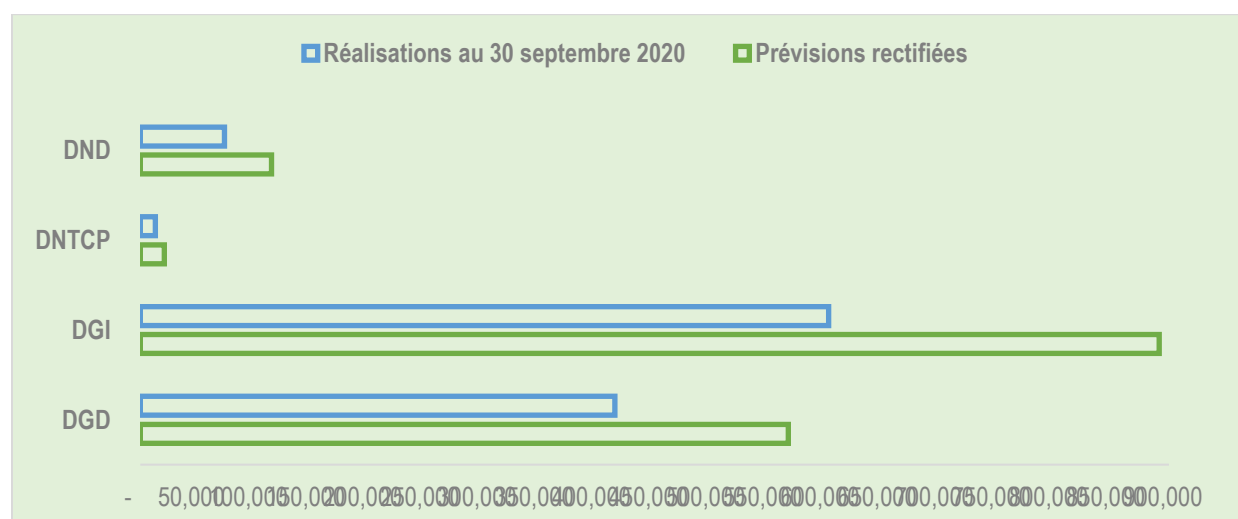
2.1.1.1. Situation de réalisation des objectifs de recettes fiscales et non fiscales du budget général assignés aux services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de 15,01%, passant de 1 875,549 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale à 1 593,549 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire. Cette baisse s'explique principalement par l'évaluation des pertes de recettes liées aux conséquences de la Covid-19 sur l'activité économique.

Les réalisations des services d'assiette et de recouvrement représentent 93,60% des recettes du budget général recouvrées au 30 septembre 2020. Leur contribution se chiffre ainsi à 1 104,521 milliards de FCFA. Ce montant, correspondant à un taux de réalisation de 69,29% par rapport aux prévisions, a été réalisé à 54,53% par la Direction générale des impôts et à 37,60% par celle des douanes.

La situation des réalisations ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

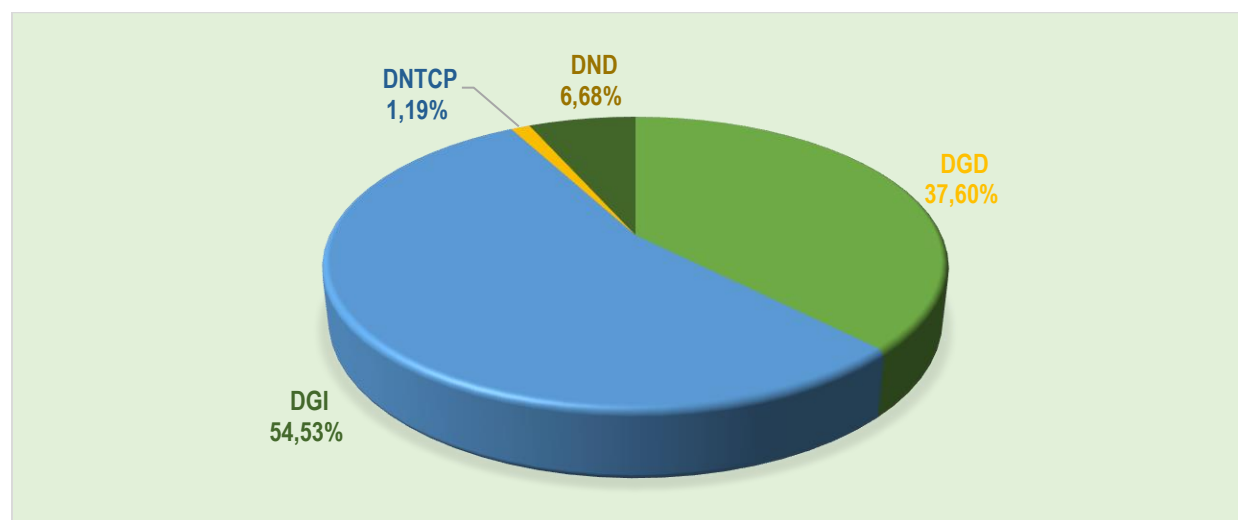


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2020.

Il apparaît dans le **graphique 1** que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la Direction générale des douanes (73,25%), suivie par la Direction générale des impôts (67,57%).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 septembre 2020, il ressort du **graphique 2** que celle de la Direction générale des impôts représente la moitié du montant total réalisé.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2020.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2020, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à 567 milliards FCFA, contre 713,580 milliards FCFA dans la loi de finances initiale, soit une réduction de 20,54%. Sur cette prévision rectifiée, 165 milliards FCFA représentent les recettes sur les produits pétroliers et 402 milliards FCFA, celles sur les autres marchandises⁴.

Les objectifs du premier semestre 2020 sont établis ainsi qu'il suit :

- Global : 148,663 milliards de FCFA ;
- Produits pétroliers : 44,313 milliards de FCFA ;
- Produits non pétroliers : 104,350 milliards de FCFA.

B. Réalisations des recettes douanières

Le **tableau 3** présente la situation de réalisation des recettes douanières au 30 septembre 2020, en comparaison avec l'exercice 2019.

Tableau 3. Situation des réalisations de recettes douanières.

Montants en milliards de FCFA

Bureaux		Réalisations au 30 sept 2019	Réalisations au 30 sept 2020	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020
Produits pétroliers	Réalisations	123,972	118,905		
	Prévisions	138,638	165,000		
	Ecart	-	14,666	-	46,095
	Couverture	89,42%	72,06%	190,000	165,000
Produits non pétroliers	Réalisations	294,751	296,415		
	Prévisions	316,012	402,000		
	Ecart	-	21,261	-	105,585
	Couverture	93,27%	73,74%	523,580	402,000
Total	Réalisations	418,723	415,320		
	Prévisions	454,650	567,000		
	Ecart	-	35,927	-	151,680
	Couverture	92,10%	73,25%	713,580	567,000

Source : DGD, décembre 2020.

⁴ Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Comme l'illustre le **tableau 3**, sur une prévision brute rectifiée de recettes de 567,000 milliards de FCFA, la DGD a réalisé 415,320 milliards de FCFA au 30 septembre 2020, soit un taux de réalisation de 73,25% par rapport à l'objectif annuel et 89,74% par rapport à l'objectif du trimestre. Ce taux de réalisation est inférieur de 18,9 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2019.

En effet, les recouvrements de recettes douanières au troisième trimestre ont été affectés par la situation sécuritaire du pays et les effets de la Covid-19 sur l'économie.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 165,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 septembre 2020, un montant de 118,905 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 72,06%.

Ce niveau de réalisation est inférieur de 17,36 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les recettes sur les produits pétroliers ne cessent de diminuer depuis le mois de juin 2020. De janvier à juin 2020, les prélèvements sur les hydrocarbures ont connu une tendance à la hausse en passant de 13,1 F CFA/L en janvier à 198,1 au mois de juin 2020. De juin à Septembre, ils ont connu une tendance baissière, en passant de 198,1 F CFA/L en juin à 66,8 F CFA/L en septembre 2020

Le déficit incombe à la fiscalité appliquée aux produits pétroliers qui ne cesse de fléchir suite à la hausse du cours du pétrole.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle rectifiée de 402,000 milliards de FCFA, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de 296,415 milliards de FCFA ; correspondant à un taux de réalisation de 73,74%. Ce niveau de réalisation est inférieur de 19,53 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Les recettes sur les produits non pétroliers ont été affectées par la morosité de l'activité économique faisant surtout suite à l'insécurité qui règne dans certaines parties du pays. Les effets directs se traduisent par le fait que les trois régions du nord, ainsi qu'une partie de celles du centre et du sud qui, jusque-là épargnées, sont de nos jours dans le spectre de l'insécurité. Les effets collatéraux résultant des infiltrations frauduleuses à partir des zones d'insécurité. La morosité économique née de cette situation d'insécurité a entraîné, dans bien de cas, des changements dans la structure des importations. Certains produits pourvoyeurs de recettes (cigarettes, machines, appareils et matériels mécaniques) sont moins importés.

A tous ces facteurs, il faut ajouter la récession de l'économie mondiale à la suite de la pandémie de la Covid-19 et aux mesures de riposte prises par le gouvernement.

C. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre 2020

Le **tableau 4** présente les perspectives de recouvrement de recettes douanières pour le quatrième trimestre de 2020.

Tableau 4. Situation des réalisations de recettes douanières.

Bureaux	Perspectives pour le quatrième trimestre 2020			
	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Produits pétroliers	12,127	11	9,977	33,104
Produits non pétroliers	34,2	34,5	34,8	103,5
Total	46,327	45,5	44,777	136,604

Montants en milliards de FCFA

Source : DGD, décembre 2020.

Comme cela ressort dans le **tableau 4**, les perspectives de recouvrement de la DGD sont liées à l'évolution de la situation épidémiologique de la Covid-19, du climat sécuritaire et de leurs effets sur la demande de consommation et d'investissement privée et publique. Une accalmie du climat sécuritaire permettra à la Douane d'étendre son champ de contrôle pour un meilleur maillage du pays.

Ainsi, l'objectif de recettes de la DGD est fixé, au quatrième trimestre, 2020 à 136,604 milliards de FCFA, dont 33,104 milliards de FCFA sur les produits pétroliers et 103,5 milliards de FCFA sur les autres marchandises.

Le maintien du niveau actuel des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers est vivement souhaité. Toutefois la baisse habituelle des volumes TTC en période hivernale est à craindre.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes assigné à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le projet de collectif budgétaire s'élève à 891,325 milliards de FCFA, contre 1005,725 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser 651,787 milliards de FCFA au 30 septembre 2020.

B. Réalisations

En fin septembre 2020, il a été réalisé 602,299 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,41% par rapport à l'objectif du trimestre et 67,57% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation est baisse de 61,307 milliards de FCFA, soit 7,85% par rapport à 2019. En effet, à la même période en 2019, la DGI avait réalisé 663,606 milliards de FCFA sur un objectif trimestriel fixé à 661,890 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,26%.

Le **tableau 5** résume la situation comparative des recouvrements par grandes masses par rapport aux prévisions en 2019 et 2020.

Tableau 5. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2019 et 2020.

	Exercice 2019			Exercice 2020		
	Prévisions trimestrielles	Réalisations	Taux %	Prévisions trimestrielles rectifiées	Réalisations	Taux %
Impôts directs	348 140	350 338	100,63	337 058	344 605	102,24
Impôts indirects	282 598	290 466	102,78	289 854	237 210	81,84
<i>dont TVA</i>				<i>156,158</i>	<i>137,437</i>	<i>88,01</i>
Enregistrements et timbre	31 152	22 802	73,20	24 875	20 484	82,35
Total	661 890	663 606	100,26	651 787	602 299	92,41

Source : DGI, décembre 2020.

De l'examen du **tableau 5**, il ressort, par rapport aux prévisions :

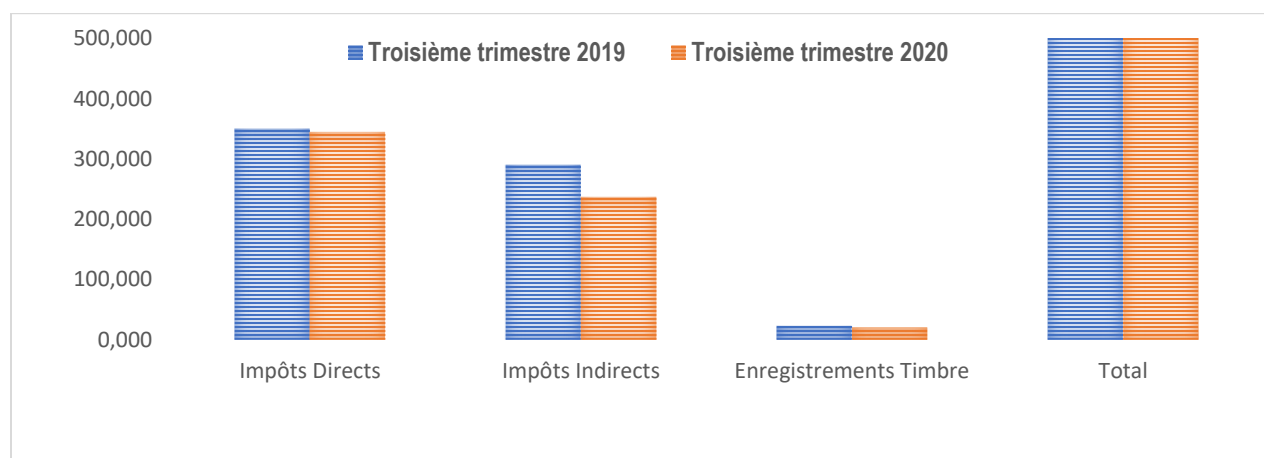
- un dépassement de 7,547 milliards de FCFA au niveau des impôts directs, soit un taux de réalisation de 102,24% ;
- une contre-performance des recouvrements d'impôts indirects, avec un gap de 52,644 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 81,84% ;
- un gap de 4,391 milliards de FCFA sur les recouvrements des droits d'enregistrement et de timbre, soit un taux de réalisation de 82,35%.

Comparé à la même période en 2019 :

- le taux de réalisation des impôts directs a diminué de 1,64 points de pourcentage ;
- celui des impôts indirects a diminué de 18,33 points de pourcentage ;
- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils enregistrent un taux de réalisation en baisse de 10,17 points de pourcentage.

Le **graphique 3** résume la situation comparative au 30 septembre par grandes masses (2019 et 2020).

Graphique 3. Histogramme comparatif des réalisations de recettes fiscales des troisièmes trimestres 2019 et 2020.



Source : DGI, décembre 2020.

L'analyse du **graphique 3** révèle une baisse des recouvrements en valeurs nominales pour toutes les grandes masses d'impôts par rapport à l'année 2019.

Dans un contexte marqué par les effets de la Covid-19 sur l'activité économique, l'irréalisation de l'objectif de recettes au 30 septembre 2020 s'explique par :

- les difficultés financières rencontrées par certaines grandes entreprises, notamment :
 - la CMDT qui dépose des déclarations mensuelles (TVA, ITS, CFE et TL) non suivies de paiements avec des arriérés d'impôts très importants. Avec la baisse drastique du cours du coton, la CMDT qui figurait en 2019 parmi les plus gros contributeurs, n'arrive plus à faire face au paiement de ses impôts courants et arriérés d'impôts ;
 - L'EDM qui depuis plus de deux ans dépose des déclarations mensuelles (TVA, ITS, CFE et TL) non suivies de paiements. Il faut rappeler qu'en 2019, les bailleurs de fonds ont, dans le cadre de la restructuration, payé les arriérés d'impôts de EDM à concurrence d'un montant de 24 milliards. Les arriérés d'impôts de l'EDM au titre de 2020 dépasse largement ce montant ;
- la suspension des mesures forcées de recouvrement des impôts et taxes durant la période de la crise sanitaire liée à la Covid-19 ; il convient de signaler que l'apport des contrôles fiscaux suivis de

l'application des mesures forcées de recouvrement des montants de redressements a contribué considérablement à l'atteinte de l'objectif de recettes de l'année 2019 ;

- la baisse drastique des activités au niveau des secteurs du transport, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration ;
- le système de rotation du personnel institué dans les services et la diminution des horaires de travail

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

A. Rappel des objectifs

Dans le projet de collectif budgétaire, l'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) a baissé de 47,41% par rapport à la loi de finances initiale, passant de 39,653 milliards de FCFA à 20,853 milliards de FCFA. Sur ce montant, les prévisions cumulées de recettes à réaliser, à la date du 30 septembre 2020, s'élèvent à 15,003 milliards de FCFA dont 9,323 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 5,619 milliards de FCFA provenant du PMU-Mali et 0,061 milliard de FCFA, du Casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre de 2020 sont ci-dessous présentées.

B. Réalisations

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 30 septembre 2020, se présente comme suit :

Tableau 6. Prévisions et réalisations de recettes au 30 septembre 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 31 juin 2020		Deuxième trimestre 2020						Cumul au 30 septembre 2020		
			Juillet		Août		Septembre				
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Taux %
Impôts et Taxes	5,147	5,322	1,392	1,383	1,392	0,860	1,392	1,624	9,323	9,189	98,56
PMU	4,040	2,704	0,526	0,414	0,526	0,372	0,527	0,393	5,619	3,883	69,10
Casino	0,061	0,050	-	-	-	-	-	0,015	0,061	0,065	106,56
Total	9,248	8,076	1,918	1,797	1,918	1,232	1,919	2,032	15,003	13,137	87,56

Source : DNTCP, décembre 2020.

La lecture du **tableau 6** indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 septembre 2020 s'élèvent à 13,137 milliards de FCF dont 9,189 milliards de FCFA au titre des impôts et taxes, 3,883 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,065 milliard de FCFA recouvrées au niveau du Casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 septembre 2020, il se dégage un taux de recouvrement de 87,56%. Comparé à la même période en 2019, ce niveau de réalisation est inférieur de 5,44 points de pourcentage.

Seul l'objectif trimestriel de réalisation du Casino a été totalement atteint, avec un taux de 106,56%.

C. Perspectives pour le quatrième trimestre

Le **tableau 7** présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le quatrième trimestre de l'exercice 2020.

Tableau 7. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au quatrième trimestre de 2020.

Montants en milliards de FCFA

	Cumul au 30 sept 2020	Prévisions du quatrième trimestre 2020				Cumul au 31 décembre 2020
		Octobre	Novembre	Décembre	Total	
Impôts et taxes	9,323	1,392	1,392	1,485	4,269	13,592
PMU	5,619	0,527	0,527	0,527	1,581	7,200
Casino	0,061	-	-	-	-	0,061
TOTAL	15,003	1,919	1,919	2,012	5,850	20,853

Source : DNTCP, décembre 2020.

Comme l'indiquent les données du **tableau 7**, les prévisions cumulées de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le quatrième trimestre de 2020 s'élèvent à 20,853 milliards de FCFA dont 13,592 milliards de FCFA d'impôts et taxes, 5,200 milliards de FCFA de recettes provenant du PMU-Mali et 0,061 milliard de FCFA de recettes provenant du Casino.

Aucun recouvrement n'est prévu pour le quatrième trimestre concernant le Casino.

Cependant, la DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif rectifié de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2020, notamment, par un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

A. Rappel des objectifs

L'objectif de recettes budgétaires assigné à la Direction Nationale des Domaines (DND) dans le projet de collectif budgétaire de 2020 s'élève à 114,791 milliards de FCFA. Cette prévision est en baisse de 1,54% par rapport à celle de la loi de finances initiale.

Sur ce montant, il était prévu de réaliser 109,419 milliards de FCFA durant le troisième trimestre.

B. Réalisations

Au 30 septembre 2020, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du troisième trimestre s'est chiffrée à 74,638 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de **68,21%** des prévisions du troisième trimestre.

Le **tableau 8** compare les réalisations du troisième trimestre 2019 et 2020.

Tableau 8. Situation de réalisation des prévisions de recettes budgétaires de la DND.

Montants en milliards de FCFA

Nature	Prévisions au 30 sept 2019	Réalisations au 30 sept 2019	Taux %	Prévisions au 30 sept 2020	Réalisations au 30 sept 2020	Taux %
Recettes fiscales	34,746	40,091	120,34%	39,556	38,577	97,52%
Taxe sur la plus-value de cession	1,025	1,323	129,00%	1,907	0,704	36,91%
Taxe sur frais d'édilité	0,273	0,261	96,00%	0,295	0,017	5,80%
Taxe ad valorem	27,267	28,139	103,00%	27,979	26,306	94,02%
Taxe d'extraction	0,159	0,315	198,00%	0,079	0,157	199,64%
Prélèvement honoraires greffiers	0,022	0,013	60,00%	0,073	0,008	11,18%
Droits d'enregistrement	4,701	8,106	172,00%	7,457	9,603	128,78%
Enregistrement des locations verbales	0,031	0,040	126,00%	0,074	0,042	56,26%
Droits de conservation foncière	0,818	1,502	184,00%	1,211	1,393	114,97%
Droit de timbres	0,449	0,392	87,00%	0,481	0,348	72,28%
Recettes non fiscales	1,277	15,374	2832,60%	1,142	0,853	74,65%
Redevances superficielles	0,410	0,414	101,00%	0,400	0,351	87,63%
Concessions ordinaires	0,082	14,897	18151,00%	0,598	0,404	67,62%
Loyers administratifs	0,748	0,017	23,00%	0,074	0,027	37,16%
Pénalités	0,037	0,045	121,00%	0,071	0,071	99,58%
Produits financiers	40,756	33,356	51,76%	55,000	34,335	62,43%
Dividendes des sociétés minières	18,218	14,509	80,00%	20,000	20,379	101,90%
Dividendes des autres sociétés	22,538	18,846	84,00%	35,000	13,956	39,88%
Total - recettes budgétaires	76,780	88,820	133,17%	95,699	73,765	77,08%

Source : DND, décembre 2020.

A la lecture du **tableau 8**, il ressort une détérioration du taux de réalisation au troisième trimestre 2020 par rapport à la même période en 2019, c'est-à-dire une baisse de 40,7 points de pourcentage. Cette régression s'explique notamment par la vente de la licence 4G à la SOTELMA en 2019.

a. Recettes fiscales

Le montant des réalisations de recettes fiscales par la DND au cours du troisième trimestre s'est chiffré 38,577 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,52% des prévisions trimestrielles.

Ce niveau de réalisation a connu une diminution de 17,63% par rapport à la même période de 2019.

Bien que la quasi-totalité des rubriques de recettes fiscales⁵ ait enregistré une diminution par rapport à la même période de 2019, cette réduction s'explique à 78,74% par celle de la taxe ad valorem, dont les réalisations ont baissé de 9,18% et qui représente 35,66% des recettes fiscales réalisées au 30 septembre 2020.

En effet, la contre-performance observée est imputable à la proposition de compensation fiscale entre les crédits de TVA et la TAV, malgré les efforts déployés en vue d'améliorer le suivi des déclarations. A la date du 30 septembre 2020, le montant non compensé se chiffre à 10,866 milliards de FCFA.

b. Recettes non fiscales

La réalisation au titre des recettes non fiscales s'est chiffrée à 0,853 milliard de FCFA, contre 15,932 milliards de FCFA en 2019. Cette importante baisse (-602,56%), Cette situation s'explique dans une large mesure par les effets de la pandémie à coronavirus sur les recettes ordinaires, car on notait au cours de cette période une faible affluence des usagers du service des Domaines.

Produits financiers

Les produits financiers, constitués de dividendes, affichent un niveau de réalisation de 34,335 milliards de FCFA, contre 33,355 milliards de FCFA en 2019. Ce résultat s'explique par la comptabilisation au compte de la DND, pour la première fois, des dividendes de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, d'un montant de 8 milliards de FCFA.

⁵ A l'exception de la taxe d'extraction et de l'enregistrement des locations des particuliers, qui ont respectivement augmenté de 86,10% et 8,76% entre 2019 et 2020 pour la période étudiée, mais dont les poids sont faibles sur les recouvrements de la période.

C. Contraintes et difficultés

Les réalisations de recettes budgétaires par la DND ont été impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le ralentissement de l'activité économique suite à la pandémie de la Covid-19, l'incidence sur les recettes de la DND étant estimée à 11,600 milliards de FCFA ;
- le non-versement de dividendes par certaines sociétés à participation publique (minières et autres) ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'insuffisance des moyens matériels (matériels roulants et autres équipements) pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

D. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

- demander aux responsables des sociétés minières et non minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- instaurer un cadre formel de collaboration entre la DND et la DGI, dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables que les deux services ont en commun ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM) pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- veiller à l'application stricte de la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficielles et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la DNGM ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation, etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

E. Perspectives de recouvrement pour le quatrième trimestre de 2020

Comme perspectives, il est attendu, au titre du quatrième trimestre, un montant de 41,066 milliards de FCFA, réparti comme suit :

- 8,200 milliards de FCFA de dividendes de la SOTELMA-SA ;
- 5,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Fékola ;
- 5,000 milliards de FCFA de dividendes de la société minière de Loulo et de Goukoto-SA ;
- 7,500 milliards de FCFA de TAV, à raison de 2,500 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 4,500 milliards de FCFA de recettes issues des transactions foncières, à raison de 2,000 milliards de FCFA en moyenne par mois ;
- 10,866 milliards de FCFA de compensations de crédits TVA.

Il est à signaler que la DND a presque atteint l'objectif de recouvrement de recettes inscrit dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) au titre de l'exercice 2020.

Mais, il faut signaler cependant que l'atteinte des objectifs de recettes assignés à la DND par la Loi de Finances 2020 repose majoritairement sur la contribution des dividendes dont la prévision annuelle est fixée à 59, 500 milliards de F CFA sur laquelle il n'a été recouvré que 34,335 milliards de F CFA ; soit un taux de réalisation de 57,70%.

C'est pourquoi, une attention particulière doit être portée sur la mise en œuvre diligente des mesures correctives relativement au paiement des dividendes au du dernier trimestre.

2.1.1.2. Mobilisation des dons programmes et legs

Les dons programmes et legs inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS) ainsi que du fonds de concours Covid-19.

Pour l'exercice budgétaire 2020, il est prévu de mobiliser, au titre de ces dons, 250,167 milliards de FCFA, soit 170,789 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale. Le montant additionnel est composé des reports d'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) pour 2,492 milliards de FCFA, de l'Appui Budgétaire Général (ABG) pour 152,796 milliards de FCFA et du fonds de concours Covid-19 pour 15,500 milliards de FCFA.

Les recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à 223,338 milliards de FCFA, contre 70,542 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 216,60%.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à 11,328 milliards de FCFA, contre 8,836 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 28,20%.

En termes de réalisation, les dons programmes et legs ont été décaissés à hauteur de 33,510 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 13,40%, dont 64,60% proviennent des dons d'ABG.

Les fonds décaissés par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à 6,563 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 57,94% par rapport aux prévisions annuelles rectifiées. Ce niveau de réalisation est supérieur de 2,763 milliards de FCFA à celui observé à la même période en 2019.

Au titre des dons de l'ABG, 21,647 milliards de FCFA ont été décaissés par l'Union européenne au 30 septembre 2020, soit un taux de réalisation de 9,69%. Ce niveau de réalisation est supérieur de 8,247 milliards de FCFA à celui observé à la même période en 2019.

En ce qui concerne le fonds de concours Covid-19, sur une prévision de 15,500 milliards de FCFA, il a été mobilisé au 30 septembre 2020, un montant de 5,300 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 34,19%.

2.1.1.3. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2020, des crédits d'un montant de 163,400 milliards de FCFA ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre 155,600 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 5,01%. Cette augmentation constitue un financement de la Banque mondiale en faveur du secteur de la santé, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Sur ce montant (163,400 milliards de FCFA), 36,929 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 septembre 2020, soit un taux de réalisation 22,60% par rapport à l'objectif annuel. Ce taux de réalisation est inférieur de 17,19 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 9. Répartition des dons projets par ministère.

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 sept 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	11,321	3,773	33,33	10,22
Ministère de l'équipement, des infrastructures	17,580	-	0,00	0
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	8,237	3,912	47,49	10,59
Ministère de l'agriculture	33,723	11,454	33,96	31,02
Ministère de l'élevage et de la pêche	6,251	1,824	29,18	4,94
Commissariat à la sécurité alimentaire	1,213	0,580	47,82	1,57
Ministère de l'énergie et de l'eau	47,359	11,238	23,73	30,43
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	-	-	-	0,00
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	3,427	2,861	83,48	7,75
Ministère de l'économie et des finances	24,639	0,874	3,55	2,37
Ministère des mines et du pétrole	1,000	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800			0,00
Ministère de l'industrie et du commerce	0,800			0,00
Ministère des maliens de l'extérieur	0,050	-	0,00	0,00
Total	163,400	36,929	22,60	100,00

Source : DNP, décembre 2020.

Il ressort du **tableau 9** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets ont été enregistrés au niveau des ministères de l'agriculture (31,02% des décaissements), de l'énergie et de l'eau (30,43% des décaissements), de l'emploi et de la formation professionnelle (10,59% des décaissements).

Par contre, les taux de décaissements demeurent globalement faibles et inférieurs à ceux observés en 2019 à la même période, avec un maximum de 83,48% réalisé par le ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation.

Durant le quatrième trimestre de 2020, il est prévu de mobiliser 74,600 milliards de FCFA de dons projets.

2.1.1.4. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions rectifiées de recettes exceptionnelles s'élèvent à 14,500 milliards de FCFA, contre 8,981 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 61,45%. Elles enregistrent les remises et annulations de dettes, notamment, les recettes issues de l'initiative PPTE⁶.

Au 30 septembre 2020, l'allègement de la dette au titre de cette initiative s'est chiffré à 5,035 milliards de FCFA, dont 4,528 milliards de FCFA pour le principal, soit un taux de réalisation de 34,72%.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

Les budgets annexes retracent les opérations budgétaires des entrepôts maliens à l'étranger. Leurs recettes proviennent essentiellement des rémunérations des prestations portuaires qu'ils effectuent.

A. Rappel des objectifs

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 ont augmenté de 16,58%. Elles s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

B. Réalisations

Sur la prévision de 9,105 milliards de FCFA, 5,211 milliards de FCFA ont été réalisés au 30 septembre 2020, soit un taux de réalisation de 57,24% par rapport à l'objectif annuel.

Ce niveau de réalisation a augmenté de 2 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le **tableau 10**.

Tableau 10. Situation de recouvrement des recettes par budget annexe.

<i>Montants en milliards de FCFA</i>				
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 sept 2020	Taux %	Part %
Entrepôts maliens au Sénégal	4,330	2,693	62,20	51,68
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,879	0,871	46,33	16,71
Entrepôts maliens au Togo	0,643	0,353	54,93	6,78
Entrepôts maliens en Guinée	0,700	0,385	55,00	0,00
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,600	0,339	56,43	6,50
Entrepôts maliens au Ghana	0,644	0,369	57,35	7,08
Entrepôts maliens au Bénin	0,309	0,201	65,26	3,86
Total budgets annexes	9,105	5,211	57,24	100

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, décembre 2020.

⁶PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Il ressort de la lecture du **tableau 10** que les entrepôts maliens au Bénin, au Sénégal et au Ghana enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement 65,26%, 62,20%, 57,35%.

Les réalisations des Entrepôts maliens au Sénégal représentent 51,68% des réalisations totales sur la période.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Au 30 septembre 2020, les EMABE ont réalisé 65,26% de leurs recettes prévisionnelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 13,7% à celui observé à la même période en 2019.

La principale difficulté à laquelle les EMABE ont dû faire jusqu'au troisième trimestre de 2020 est la diminution du trafic de marchandises importées de 40,63% par rapport à la même période en 2019, à la suite des perturbations engendrées par la pandémie de la Covid-19.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les réalisations au 30 septembre 2020 font ressortir un taux de 62,20%. Ce niveau de réalisation est supérieur de 17,27 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période. Il est une conséquence logique des mesures prises dans le cadre de la maîtrise du fret et de la diversification des sources de recettes des EMSE avec la mise en service des parkings gros porteurs de M'Bao au Sénégal et de kounda au Mali.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Les réalisations au 30 septembre 2020 font ressortir un taux de 46,33%. Comparé à la même période de 2019, ce niveau de réalisation est inférieur de 32,6 points de pourcentage. Les facteurs qui ont influencé ce résultat sont, essentiellement :

- le recouvrement de redevances locatives de certaines sociétés durant le deuxième trimestre ;
- la baisse du trafic sur le corridor ivoirien, surtout pour les produits de grande consommation à l'approche du mois de carême, en raison de la pandémie de la Covid-19 ;
- la baisse du volume d'évacuation du coton par le port d'Abidjan et de San Pédro.

Par ailleurs, les EMACI font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- la pandémie de la Covid-19 ;
- le coût élevé des passages portuaires ;
- le manque de parking au port d'Abidjan ;
- le mauvais état des routes sur le corridor ivoirien ;
- l'insuffisance de magasins d'entreposage depuis le sinistre du magasin.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les réalisations au 30 septembre 2020 font ressortir un taux de 54,93% par rapport aux prévisions annuelles. Ce taux est inférieur de 12 points de pourcentage à celui de 2019.

Ce niveau de réalisation se justifie principalement par : (i) la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement et (ii) le transfert de la redevance maritime au conseil malien des chargeurs.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :

Les réalisations au 30 septembre 2020 font ressortir un taux de 55,00% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est inférieur de 5,88% à celui observé au 30 septembre 2019.

f. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

Les réalisations au 30 septembre 2020 font ressortir un taux de 56,94% par rapport aux prévisions annuelles. Ce niveau de réalisation est supérieur de 3,86 points de pourcentage à celui observé au 30 septembre 2019.

C. Perspectives

Pour le quatrième trimestre de 2020, les perspectives se présentent comme il suit par budget annexe.

a. Pour les Entrepôts du Mali au Bénin (EMABE) :

Malgré les difficultés conjoncturelles auxquelles est confrontée l'économie sous régionale, l'espoir est permis pour l'accroissement du volume du trafic sur le corridor Cotonou-Bamako avec le développement d'une stratégie « Port Autonome de Cotonou, plateforme logistique pour la région », les réformes portuaires et douanières entreprises par le Bénin et les mesures prises pour satisfaire les besoins croissants des opérateurs économiques des pays de l'hinterland constituent des gages pour la facilitation et le développement du trafic en transit.

b. Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :

Les EMASE ont amorcé l'exécution de grands chantiers, notamment, les parkings gros porteurs de Mbao, de Sandiara au Sénégal et ceux de Kounda à Kéniéba au Mali. Ces investissements, dont l'exploitation a déjà commencé, permettront de rehausser le niveau des recettes des EMASE.

c. Pour les Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire (EMACI) :

Afin de booster le trafic sur le corridor ivoirien et d'atteindre l'objectif de recettes assigné aux EMACI, les mesures suivantes sont nécessaires :

- réduire les coûts de passage portuaires des marchandises maliennes ;
- accélérer, en collaboration avec la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT), le projet de mise en valeur des espaces mis à la disposition des EMACI, afin d'augmenter la capacité de stockage du coton ;
- proposer des tarifs attrayant aux opérateurs maliens opérant au port d'Abidjan et de San Pédro ;

- aménager les parkings pour le stationnement des camions maliens ;
- accélérer la cadence de construction des magasins de stockage à San-Pédro.

En outre, les EMACI envisagent de diligenter la construction du magasin sinistré.

d. Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :

Les perspectives de réalisation pour le quatrième trimestre de 2020 se chiffrent à 156,960 millions de FCFA.

L'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar des autres pays de l'hinterland, tel que le Niger et le Burkina Faso contribuera à l'amélioration du niveau de recouvrement de ses ressources.

e. Pour les Entrepôts du Mali en Mauritanie (EMAMAU) :

En vue d'améliorer les recettes des EMAMAU, des efforts sont déployés au niveau de tous les acteurs de la communauté portuaire et des opérateurs afin de fluidifier et faciliter le trafic.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans le projet de collectif budgétaire de 2020 pour les comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 164,386 milliards de FCFA, soit 39,977 milliards de FCFA de plus que dans la loi de finances initiale.

La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 11. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

Montants en milliards de FCFA					
Comptes spéciaux du Trésor (CST)	Prévisions initiales 2020	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 sept 2020	Taux %	Part %
Fonds de Remboursement de Crédits de TVA (FRC-TVA)	69,900	87,900	41,508	47,22	86,09
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	5,000	3,750	75,00	7,78
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,800	1,800	-	0,00	0,00
Fonds d'Aménagement et de Protection de la faune (FAPFa)	0,500	0,500	-	0,00	0,00
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières (FFRFPAM)	0,350	0,350	0,100	28,57	0,21
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,600	0,600	0,300	50,00	0,62
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000	61,977	-	0,00	0,00
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	2,981	0,013	0,44	0,03
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT)	2,363	2,363	2,363	99,99	4,90
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,230	0,230	-	0,00	0,00
Fonds d'appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,685	0,181	26,42	0,38%
Total comptes spéciaux du Trésor	124,410	164,386	48,215	29,33	100,00

Source : DNTCP, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 11** que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 septembre 2020 s'élève à 48,215 milliards de FCFA, dont 41,508 milliards de FCFA réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA, soit un taux de réalisation de 47,22% par rapport à l'objectif annuel. Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds compétitif pour la recherche et l'innovation technologique, soit 99,99% des prévisions, tandis que la part la plus importante des recettes provient du FRC-TVA.

Malgré un montant plus important de recettes réalisées en valeur absolue, le taux de réalisation des prévisions des CST est en baisse de 47,28 points de pourcentage par rapport à celui observé en 2019 à la même période.

2.2. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions rectifiées de dépenses budgétaires pour l'exercice 2020 se chiffrent à 2 826,976 milliards de FCFA, contre 2 604,568 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il a été exécuté au 30 septembre un montant de 1 430,565 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 50,60%, dont 20,54% dans les Régions et 6,32% par les Etablissements publics.

La situation d'exécution desdites dépenses est présentée dans les lignes qui suivent.

2.2.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique

Le **tableau 12** présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 12. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Natures économiques	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 30 sept 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budget Général (1)	884,965	2 653,485	1 512,665	1 338,581	50,44
Dépenses ordinaires		1 741,894	1 052,492	945,989	54,31
Personnel		687,368	476,405	435,868	63,41
<i>dont fonctionnaires des Collectivités territoriales</i>		224,611	137,644	132,764	59,11
Acquisitions de biens et services, dont		436,437	280,875	245,240	56,19
<i>Matériel</i>		182,397	105,916	90,475	49,60
<i>Communication</i>		50,575	26,354	24,334	48,11
<i>Autres Dépenses</i>		139,622	106,761	99,388	71,18
<i>dépenses électorales</i>		30,750	23,106	20,297	66,01
Charges financières		120,423	50,990	47,115	39,12
Transferts et subventions, dont		484,657	242,495	216,049	44,58
<i>Bourses</i>		17,796	8,642	8,015	45,04
<i>Subvention intrants</i>		43,000	29,721	22,721	52,84
<i>Subvention EDM-SA</i>		30,000	30,000	30,000	100,00
<i>Filet social</i>		146,000	18,531	18,073	12,38
Dépenses en atténuation des recettes		13,009	1,728	1,718	13,20
Dépenses en capital	884,965	911,590	460,172	392,510	43,06
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ⁷	884,965	911,590	460,172	392,510	43,06
<i>dont BSI financement extérieur</i>	96,626	275,600	112,871	112,789	40,92
<i>dont Filet social</i>	10,000	10,000	5,600	3,858	38,58
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	

⁷La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

Natures économiques	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations CP au 30 sept 2020		
	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %
Budgets annexes (2)	2,648	9,105	3,055	2,567	28,19
Personnel		2,215	0,969	0,905	40,86
Acquisitions de biens et services		3,583	0,700	0,652	18,19
Transferts et subventions		0,660	0,370	0,370	56,12
Dépenses en capital	6,648	2,648	1,017	0,640	24,18
Comptes spéciaux du Trésor (3)	74,194	164,386	89,951	89,416	54,39
Personnel		0,290	0,023	0,023	7,77
Acquisitions de biens et services		1,312	0,587	0,424	32,33
Transferts et subventions		0,690	0,030	0,018	2,59
Dépenses en atténuation de recettes		87,900	84,502	84,502	96,13
Dépenses en capital	74,194	74,194	4,809	4,450	6,00
Total général (1 + 2 + 3)	961,807	2 826,976	1 605,671	1 430,483	50,60

Source : DGB, décembre 2020.

2.2.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les transferts du budget général vers les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les dépenses des institutions de la République et autorités administratives indépendantes.

Elles s'élèvent à 2 653,485 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 2 472,348 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Sur cette prévision, 1 338,499 milliards de FCFA ont été exécutés au 30 septembre 2020, soit un taux d'exécution de 50,44%, sur lesquels 70,68% représentent des dépenses ordinaires et 29,32% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 1,71 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice. Ils se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisition de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

Les CP des dépenses ordinaires pour 2020 s'élèvent à 1 741,894 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 1 500,849 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 945,989 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 54,31%. Ce niveau d'exécution est inférieur de 8,66 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2020 à 687,368 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 636,254 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du troisième trimestre, cette nature de dépense présente le taux d'exécution le plus élevé (63,41%) et la part la plus importante des liquidations du budget ordinaire (46,08%). Sur les 435,868 milliards de FCFA liquidés, 30,46% représente les charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit 132,764 milliards de FCFA.

Il est à noter que 46,04% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

b. Biens et services

Les crédits de paiement destinés à l'acquisition de biens et services se chiffrent à 436,437 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 409,557 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 septembre 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 245,240 milliards de FCFA représentant un taux d'exécution de 56,19%. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés aux autres dépenses (40,53%), à l'acquisition de matériel (36,89%), et aux frais de déplacement et missions (12,65%).

Il est à noter que 13,71% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

c. Charges financières :

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent à 120,423 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020.

A la fin du troisième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 47,115 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 39,12%, sur lesquels 68,90% représentent les frais financiers sur la dette intérieure.

d. Transferts et subventions :

Évalués à 484,657 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire de 2020, contre 326,907 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale, les CP des dépenses de transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 216,049 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 44,58%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée à EDM-SA (13,89%), les dépenses de filet social (8,37%), la subvention des intrants (10,52%) et les bourses scolaires (3,71%).

Les 6,11% du montant liquidé l'ont été dans les régions.

e. Dépenses en atténuation des recettes :

Prévues pour 13,009 milliards de FCFA, les dépenses en atténuation des recettes sont affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement ainsi qu'au remboursement des crédits de TVA et des droits indûment perçus. La situation d'exécution de ces dépenses fait ressortir, à la fin du troisième trimestre, un montant liquidé de 1,718 milliard de FCFA, représentant 13,20% des prévisions, sur lesquels 75,32% constituent des remboursements de crédits TVA.

B. Dépenses en capital

Dans le budget d'Etat, les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en CP. Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Ils se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital s'élèvent à 884,965 milliards de FCFA, contre 834,873 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 911,590 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 971,499 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 392,510 milliards de FCFA ont été liquidés au 30 septembre, soit un taux d'exécution de 43,06%, sur lesquels 29,33% ont été liquidés au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, 28,29% au compte du BSI financement intérieur, 28,74% au compte du BSI financement extérieur et 0,42% au titre des appuis budgétaires sectoriels.

En outre, 11,78% des liquidations ont été effectués dans les régions.

a. Equipement - investissement

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à 339,558 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 319,558 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

A la fin du troisième trimestre, ces crédits ont été exécutés à 49,18%, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

b. Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement intérieur s'élèvent à 285,104 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 293,104 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, 38,95% ont été exécutés au 30 septembre 2020.

c. Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur)

Les CP des dépenses du BSI financement extérieur s'élèvent à 275,600 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 350,000 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Le taux d'exécution de ces crédits au 30 septembre 2020 est de 40,95%. Sur le montant liquidé (112,789 milliards de FCFA), 67,26% représentent des dépenses sur prêts projets et 32,74%, des dépenses sur dons projets.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 13. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

Montants en milliards de FCFA

Structures	Prévisions rectifiées 2020			Situation d'exécution au troisième trimestre 2020				
	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,963	3,773	4,736	40,00	4,20
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	32,649	-	32,649	122,40	28,95
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	2,832	3,912	6,744	52,28	5,98
Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,947	11,454	26,401	33,24	23,41
Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,824	4,564	18,29	4,05
Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,580	0,580	47,82	0,51
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	18,984	11,238	30,222	42,08	26,80
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	3,240	-	3,240	311,84	2,87
Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	-	2,861	2,861	83,48	2,54
Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	-	0,874	0,874	3,55	0,77
Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	0,00	0,00
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600					
Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800					
Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	0,00	0,00
Total	112,200	163,400	275,600	76,860	36,929	112,789	40,92	100,00

Source : DNP, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 13** que les structures dont le poids est significatif dans le montant des crédits liquidés sont :

- le ministère de l'équipement et des infrastructures, dont les liquidations représentent 28,95% du total et dont les crédits ont été exécutés à 122,40% à la fin du troisième trimestre ;
- le ministère de l'énergie et de l'eau dont les liquidations représentent 26,80% du total ;
- le ministère de l'agriculture, dont les liquidations représentent 23,41% du total.

Bien qu'ayant un faible poids dans le total des liquidations, les crédits alloués aux projets du ministère de l'aménagement du territoire et de la population ont été exécutés à hauteur de 311,84% des prévisions à la fin de la période sous revue.

2.2.1.2. Budgets annexes

Les CP des budgets annexes au titre de l'exercice 2020 s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 7,810 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 30 septembre, à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, ou un taux d'exécution de 28,19%, sur lesquels 75,06% représentent des dépenses ordinaires et 24,94% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 6,69 points à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires alloués aux budgets annexes pour 2020 s'élèvent à 6,457 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 5,729 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 1,927 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 29,84%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 3,74 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales des entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent en 2020 à 2,215 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au troisième trimestre, à hauteur de 40,86%.

b. Biens et services

Les CP destinés à l'acquisition de biens et services pour les entrepôts du Mali à l'étranger se chiffrent à 3,583 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 2,854 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 septembre 2020, ils ont été liquidés à hauteur de 0,652 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 18,19%.

c. Transferts et subventions :

Evalués à 0,660 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions des entrepôts maliens à l'étranger ont été liquidés à hauteur de 0,370 milliard de FCFA, représentant un taux d'exécution de 56,12%.

Ils ont permis de prendre en charge, entre autres, la subvention accordée par les EMASE aux EMAMAU (33,78%), EMAGUI (44,59%) et EMAGHA (20,27%).

B. Dépenses en capital

Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE de dépenses en capital allouées aux entrepôts maliens à l'étranger sont égaux aux CP et s'élèvent à 2,648 milliards de FCFA, contre 2,081 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 0,640 milliard de FCFA ont été liquidés au 30 septembre, soit un taux d'exécution de 24,18%.

2.2.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les CP des comptes spéciaux du Trésor se chiffrent en 2020 à 164,386 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre une prévision initiale de 124,410 milliards de FCFA.

Ces crédits ont été liquidés, au 30 septembre, à hauteur de 89,416 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 54,39%, sur lesquels 95,02% représentent des dépenses ordinaires et 4,97% des dépenses en capital.

Ce niveau d'exécution est supérieur de 5,22 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

A. Dépenses ordinaires

Les CP de dépenses ordinaires inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 s'élèvent à 90,192 milliards de FCFA dans le projet de collectif budgétaire, contre 72,192 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur cette prévision, un montant de 84,967 milliards de FCFA a été liquidé, soit un taux d'exécution de 94,20%. Ce niveau d'exécution est supérieur de 7,25 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

a. Personnel

Les CP des charges salariales inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 se chiffrent à 0,290 milliard de FCFA.

Ces crédits ont été exécutés, au troisième trimestre, à hauteur de 7,77%.

b. Biens et services

Les CP inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour l'acquisition de biens et services se chiffrent à 1,312 milliard de FCFA.

Au 30 septembre 2020, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 0,424 milliard de FCFA représentant un taux d'exécution de 32,33%.

c. Transferts et subventions :

Évalués à 0,690 milliard de FCFA, les CP de transferts et subventions inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor pour 2020 ont été exécutés à hauteur de 2,59% enregistré aucune liquidation au 30 septembre.

d. Dépenses en atténuation des recettes :

Les CP des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 87,900 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020, contre 69,900 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Ces crédits ont été liquidés à 96,13% au 30 septembre. Ils absorbent 94,50% des crédits liquidés pour les comptes spéciaux du Trésor.

B. Dépenses en capital

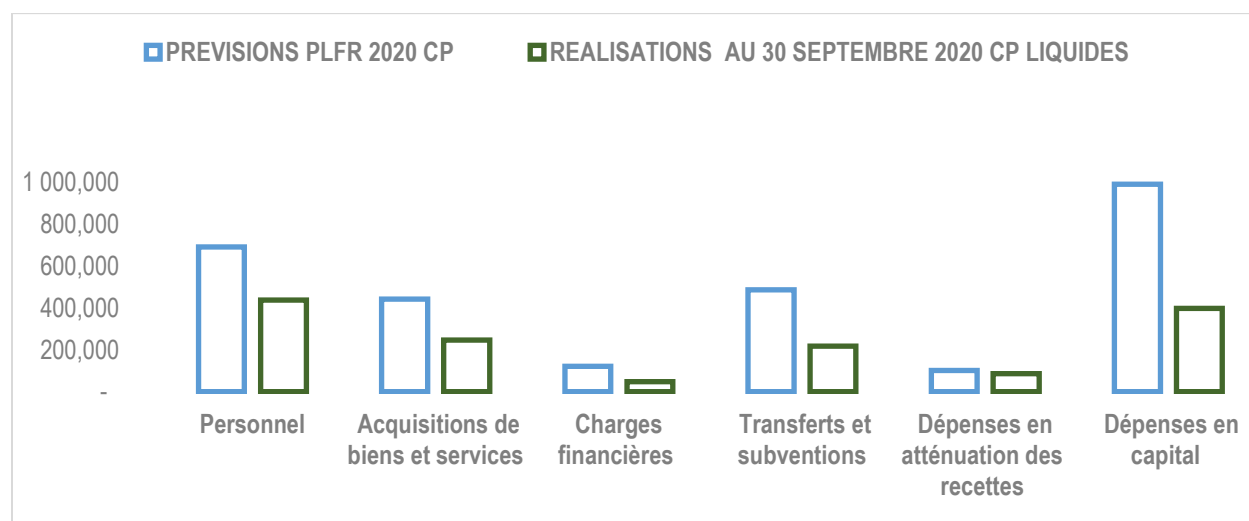
Dans le projet de collectif budgétaire de 2020, les AE des dépenses en capital inscrits dans les comptes spéciaux du Trésor sont égaux aux CP et s'élèvent à 74,194 milliards de FCFA, contre 52,218 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 4,450 milliards de FCFA ont été liquidés au 30 septembre, soit un taux d'exécution de 6,00 %.

2.2.1.4. Situation d'exécution agrégée par nature économique

Agrégée par nature économique⁸, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles est présentée dans le **graphique 4**.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 septembre 2020 par nature économique.



Source : DGB, décembre 2020.

Le **graphique 4** permet d'identifier les catégories de dépenses ayant enregistré les taux d'exécution les plus élevés. Il s'agit, notamment, des dépenses en atténuation des recettes (85,44%), de personnel (63,32%) et des acquisitions de biens et services (55,81%).

Il apparaît également que la part des dépenses de personnel dans le total des dépenses liquidées est la plus importante (30,53%) et que les dépenses en capital, malgré leur faible niveau d'exécution, représentent le deuxième poste de dépenses avec 27,79% des liquidations.

⁸ Tout type de budget confondu.

2.2.1.5. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au niveau des régions et des établissements publics

Au 30 septembre 2020, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par nature économique au niveau des régions et des établissements publics se présente comme suit :

Tableau 14. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des Régions par nature économique.

Nature économique	Prévisions rectifiées 2020	Crédits engagés au 30 sept 2020	Crédits liquidés au 30 sept 2020	Taux %	Part %
Régions	390,335	329,913	293,818	75,27	76,47
Personnel	234,203	225,792	200,698	85,69	68,31
Acquisition de biens et services	62,549	39,461	33,626	53,76	11,44
Transferts et subventions	18,936	13,557	13,216	69,79	4,50
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	74,647	51,103	46,279	62,00	15,75
Etablissements publics	153,076	106,049	90,410	59,06	23,53
Transferts et subventions	148,505	103,524	88,921	59,88	98,35
Dépenses en investissement exécutées par l'Etat	4,571	2,525	1,489	32,57	1,65
Total	543,411	435,962	384,228	45,33	100,00

Source : DGB, décembre 2020.

Il en ressort qu'au niveau des régions, les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au 30 septembre (68,31%) et présentent le taux d'exécution le plus élevé (85,69%). Aussi, malgré leur faible poids dans le total des dépenses liquidées (4,50%), les transferts et subventions ont été exécutés à hauteur de 69,79% des prévisions annuelles.

Au niveau des établissements publics, les transferts courants présentent un taux d'exécution de 59,88% et représentent presque la totalité des crédits liquidés (98,35%). Les dépenses en capital représentent quant à elles 1,65% des liquidations.

2.2.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2020 comporte 148 programmes, 337 actions, 468 objectifs et 1144 indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le **tableau 15**.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

Montants en milliards de FCFA

	Prévisions rectifiées 2020						Réalizations CP au 30 sept 2020			
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'objectifs	Nombre d'indicateurs	AE	CP	CP engagés	CP liquidés	Taux %	Part %
Programmes de pilotage (1)	39	136	135	301	145,750	722,243	419,395	369,696	51,19	28,06
Personnel						240,308	119,816	120,855	50,29	32,69
Biens et services						156,215	105,530	88,379	56,58	23,91
Transferts et subventions						96,715	82,984	74,279	76,80	20,09
Investissement					145,750	229,005	111,065	86,182	37,63	23,31
Programme opérationnel (2)	97	183	311	782	547,327	1 217,899	739,513	629,093	51,65	47,74
Personnel						329,841	307,894	266,808	80,89	42,41
Biens et services						126,732	78,916	66,774	52,69	10,61
Transferts et subventions						184,863	128,636	111,748	60,45	17,76
Investissement					547,327	576,463	224,066	183,762	31,88	29,21
Programmes des Budgets annexes (3)	1	7	2	14	2,648	9,105	3,055	2,567	28,19	0,19
Personnel						2,215	0,969	0,905	40,86	35,25
Biens et services						3,583	0,700	0,652	18,19	25,38
Transferts et subventions						0,660	0,370	0,370	56,12	14,43
Investissement					2,648	2,648	1,017	0,640	24,18	24,94
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	11	11	20	47	74,194	164,386	89,951	89,416	54,39	6,79
Personnel						0,290	0,023	0,023	7,77	0,03
Biens et services						1,312	0,587	0,424	32,33	0,47
Transferts et subventions						0,690	0,030	0,018	2,59	0,02
Dépenses en atténuation des recettes						87,900	84,502	84,502	96,134	94,504
Investissement					74,194	74,194	4,809	4,450	6,00	4,98
Dotations (5)	0	0	0	0	191,888	713,343	240,886	226,921	31,81	17,22
Personnel						117,219	48,694	48,204	41,12	21,24
Charges financières de la dette						120,423	50,990	47,115	39,125	20,763
Biens et services						153,489	96,429	90,087	58,69	39,70
Transferts et subventions						203,080	30,876	30,021	14,78	13,23
Dépenses en atténuation des recettes						13,009	1,728	1,718	13,203	0,757
Investissement					191,888	106,123	12,170	9,777	9,21	4,31
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	148	337	468	1 144	961,807	2 826,976	1 492,800	1 317,694	46,61	100,00

Source : DGB, décembre 2020.

2.2.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 722,243 milliards de FCFA, contre 601,130 milliards de FCFA dans le budget initial. Ils permettent de financer 39 programmes d'administration générale et 136 actions.

Au 30 septembre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 369,696 milliards de FCFA, correspondant à 28,06% des crédits liquidés et 51,19% des prévisions.

Pour ce type de programme, presque le tiers des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel, tandis que le taux d'exécution le plus élevé est enregistré au niveau des transferts et subventions (76,80%).

Comparés à la même période en 2019, ce niveau d'exécution a diminué de 7,09 points de pourcentage, ainsi que la part dans les liquidations qui a diminué de 3,66 points de pourcentage.

2.2.2.2. Programmes opérationnels

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié pour la mise en œuvre de ces programmes, s'élèvent 1 217,899 milliards de FCFA, contre 1 274,773 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale. Ils permettent de financer 97 programmes et 183 actions.

A la fin du troisième trimestre, ces crédits ont été liquidés à hauteur de 629,093 milliards de FCFA, correspondant à 47,74% des crédits liquidés et 51,65% des prévisions.

A l'instar des programmes de pilotage, les dépenses de personnel sont également les plus importantes (42,41% des crédits liquidés). Elles enregistrent également le taux d'exécution le plus élevé (80,89%). Les dépenses d'investissement, quant à elles, représentent le deuxième poste de liquidation (29,21%), malgré leur faible taux d'exécution (31,88% des prévisions).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 0,79 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations aussi a diminué de 1,58 points de pourcentage.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

2.2.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions. Ils s'élèvent à 9,105 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 7,810 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 septembre, ils ont été exécutés à hauteur de 2,567 milliards de FCFA, soit moins de 1% des liquidations totales et 28,19% des prévisions. Les 35,25% des crédits liquidés représentent des dépenses de personnel. Malgré leur faible poids (14,43% des crédits liquidés), les transferts des EMASE aux autres entrepôts présentent le taux d'exécution le plus élevé (56,12%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution a diminué de 0,29 points de pourcentage, tandis que leur part dans les liquidations demeure pratiquement stable.

2.2.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

En 2020, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 programmes et 11 actions. Ils se chiffrent à 164,386 milliards de FCFA dans le budget rectifié, contre 124,410 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Au 30 septembre, ils ont été exécutés à hauteur de 89,416 milliards de FCFA, soit 54,39% des prévisions et 6,79% du total des crédits liquidés, dont 94,50% ont servi à payer des dépenses en atténuation des recettes.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur part dans les liquidations ont augmenté, respectivement de 5,22 et 1,76 point de pourcentage.

2.2.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non répartis en programmes sont ventilés en dotations. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

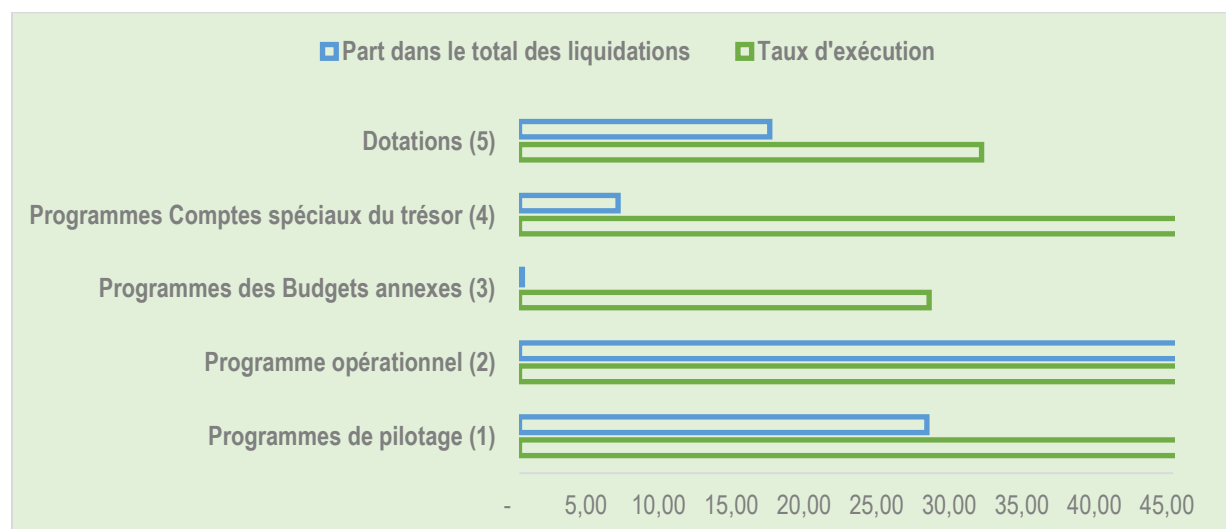
Les crédits de paiement alloués à ces dotations en 2020, se chiffrent à 713,343 milliards de FCFA, contre 596,446 milliards de FCFA dans le budget initial.

A la fin du troisième trimestre, ils ont été exécutés à hauteur de 226,921 milliards de FCFA, soit 17,22% du total des crédits liquidés et 31,81% des prévisions. Les dépenses d'acquisition de biens et services présentent, à la fois, le taux d'exécution le plus élevé (58,69%) et la part la plus importante des crédits liquidés au compte des dotations (39,70%).

2.2.2.6. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 5** récapitule la situation d'exécution des dépenses budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, décembre 2020.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent la part la plus importante des crédits liquidés au 30 septembre (47,74%), tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor (54,39%).

2.2.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les dépenses budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le **tableau 16** présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 16. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Montants en milliards de FCFA

Fonction	Prévisions rectifiées 2020		Réalizations au 30 septembre 2020			
	CP	Poids %	Crédits engagés	Crédits liquidés	Taux %	Poids %
Services généraux des administrations publiques	674,308	23,85	398,524	369,332	54,77	28,03
Défense	341,790	12,09	269,256	232,001	67,88	17,61
Ordre et sécurité publics	168,071	5,95	107,052	85,987	51,16	6,53
Affaires économiques	614,794	21,75	227,208	197,664	32,15	15,00
<i>dont Agriculture</i>	368,089	13,02	80,463	65,807	17,88	4,99
Protection de l'environnement	45,340	1,60	12,312	8,305	18,32	0,63
Logement et équipements collectifs	78,455	2,78	30,832	26,386	33,63	2,00
Santé	192,482	6,81	86,994	71,391	37,09	5,42
Loisirs, culture et culte	21,051	0,74	12,357	10,752	51,08	0,82
Enseignement	441,902	15,63	278,100	249,472	56,45	18,93
Protection sociale	248,781	8,80	70,165	66,402	26,69	5,04
Total	2 826,976	100,00	1 492,800	1 317,694	46,61	100,00

Source : DGB, décembre 2020.

2.2.2.7. Services généraux des administrations publiques

Pour 2020, le poids des services généraux des administrations publiques dans les dépenses budgétaires est passé de 26,10% dans la loi de finances initiale à 23,85% dans le budget d'Etat rectifié.

Le taux d'exécution des crédits de paiements inscrits au budget au titre de ces services s'élève à 54,77% à la date du 30 septembre. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales, ainsi que les affaires étrangères pour 45,84%, les opérations concernant la dette publique pour 23,32%, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour 18,89%, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement.

En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec 28,03% des dépenses totales.

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution et leur poids sont en hausse, respectivement, de 2,95 et 1,62 points de pourcentage.

2.2.2.8. Défense

Pour 2020, le poids des dépenses liées à la défense est passé de 11,20% dans la loi de finances initiale, à 12,09% dans le budget rectifié.

Leur taux d'exécution, au 30 septembre, s'élève à 67,88%, tandis que leur poids dans les dépenses totales représente 17,61%.

Cette situation d'exécution révèle un taux (+6,90 points de pourcentage) et une part (+3,03 points de pourcentage) plus élevés que ceux observés à la même période en 2019.

2.2.2.9. Ordre et sécurité publics

La part des crédits de paiement inscrits au budget d'Etat rectifié au titre de l'ordre et de la sécurité publics s'élève à 5,95%, contre 6,16% dans la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de 51,16% à la fin du troisième trimestre, ils représentent 6,53% des dépenses totales et financent principalement les services de police (38,43% des crédits liquidés), les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs (29,32%) et les dépenses des tribunaux (15,31%).

Comparés à la même période en 2019, leur niveau d'exécution est en baisse de 3,23 points de pourcentage, tandis que leur poids diminue de 0,26 point de pourcentage.

2.2.2.10. Affaires économiques

Le poids des affaires économiques (21,75%) a diminué de 3,92 points de pourcentage dans le budget d'Etat rectifié de 2020.

Les crédits de paiement y afférents, ont été exécutés à hauteur 32,15%, afin de financer, principalement, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (33,29% des liquidations), le transport (20,09% des liquidations) et les affaires économiques non classées ailleurs (18,66%).

Cette situation révèle, globalement, une diminution du taux d'exécution et de la part des affaires économiques, respectivement de 3,00 et 3,01 points de pourcentage par rapport à la même période de l'exercice antérieur, tandis que le taux d'exécution et la part de l'agriculture diminuent respectivement de 9,22 et 0,94 points de pourcentage.

2.2.2.11. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Le poids des dépenses liées à la protection de l'environnement, au logement et aux équipements collectifs ainsi qu'aux loisirs, à la culture et au culte a légèrement diminué, de 0,81 point de pourcentage, dans le budget d'Etat rectifié, pour s'établir à 5,12 %.

En termes de liquidation au 30 septembre, leurs poids demeurent les plus faibles (respectivement 0,63%, 2,00% et 0,82% du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à 18,32%, 33,63% et 51,08%.

Comparés à la même période en 2019, une diminution des taux d'exécution et des parts est observée pour la protection de l'environnement, les loisirs, culture et culte (respectivement -4,85 et -19,53 points de pourcentage). Cette diminution est absorbée par l'amélioration des indicateurs de la fonction "*logement et équipements collectifs*", dont le taux d'exécution et la part ont augmenté, respectivement, de 16,70 et 0,82 points de pourcentage.

2.2.2.12. Santé

Le poids de la fonction "*santé*" est passé de 5,20% dans la loi de finances initiale à 6,81% dans le budget d'Etat rectifié.

A la fin du troisième trimestre, elle a représenté 5,42% du total des crédits liquidés. Elle enregistre un taux d'exécution de ses dépenses de 37,09%, sur lesquelles 38,24% sont destinés aux services de santé publique, 37,28% aux dépenses de santé non classées ailleurs et 19,82% aux services hospitaliers.

Ce niveau d'exécution est de (-6,00) points de pourcentage en termes de taux d'exécution et de (+0,82) point de pourcentage en termes de part dans les dépenses totales par rapport à 2019.

2.2.2.13. Enseignement

Le poids de la fonction "*enseignement*" est passé de 15,28% dans la loi de finances initiale, à 15,63% dans le budget rectifié de 2020.

Au 30 septembre, les crédits alloués à cette fonction ont été exécutés à hauteur de 56,45%. Elle représente le deuxième poste de dépenses, après les services généraux des administrations publiques, avec 18,93% des crédits liquidés. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (51,86%), l'enseignement secondaire (29,44%) et l'enseignement supérieur (12,53%).

Comparés à la même période en 2019, le taux d'exécution et le poids des dépenses de cette fonction ont diminué, respectivement, de 9,00 et 2,09 points de pourcentage.

2.2.2.14. Protection sociale

Le poids de la protection sociale a quasiment doublé dans le budget rectifié de 2020 par rapport à la loi de finances initiale pour s'établir à 8,80%.

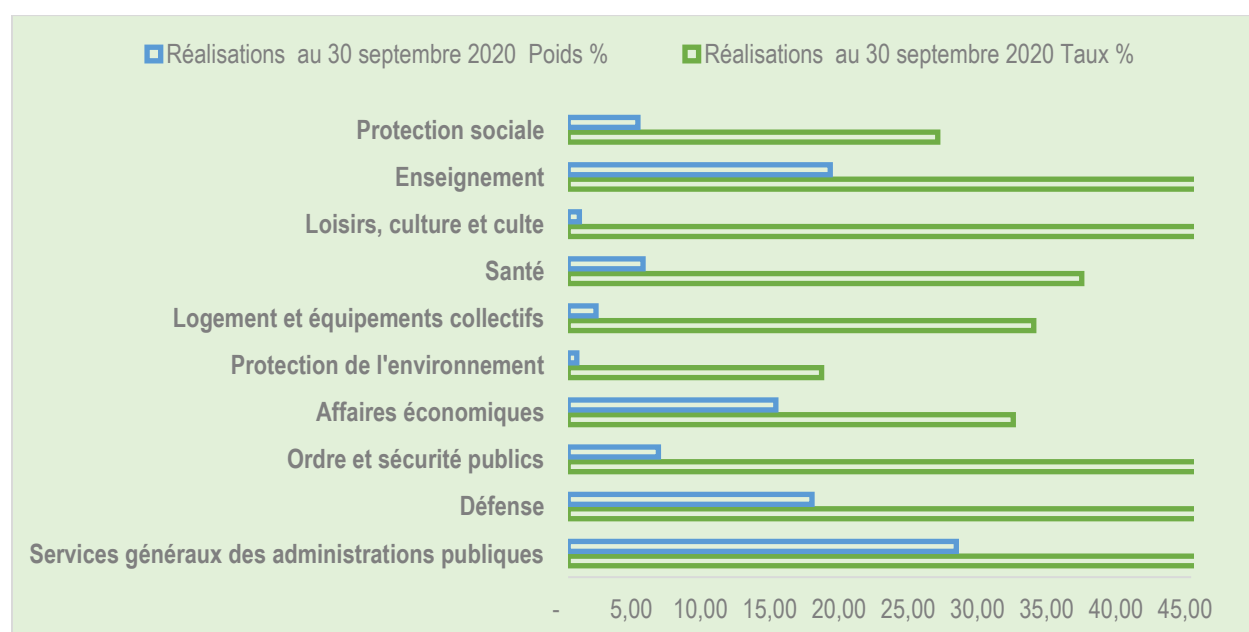
Avec un taux d'exécution de 26,69% des prévisions à la fin du troisième trimestre, les crédits de paiement exécutés au titre de cette fonction ne représentent que 5,04% du total des crédits liquidés. Ils concernent principalement la prise en charge de la vieillesse (52,68%) et les dépenses de protection sociale non classées ailleurs (42,30%).

Par rapport à la même période en 2019, cette situation révèle une nette dégradation du taux d'exécution des dépenses de la fonction (-21,00 points de pourcentage) et une relative stabilité de leur poids dans les dépenses totales (-0,12 point de pourcentage).

2.2.2.15. Récapitulatif de la situation d'exécution des dépenses budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

Le **graphique 6**, ci-dessous, fournit une représentation schématique de l'exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.

Graphique 6. Exécution du budget par fonction, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, décembre 2020.

Il en ressort que la division "services généraux des administrations publiques" est la plus importante, avec un taux d'exécution de 54,77% et un poids de 28,03%. Les deux autres postes de dépenses sont l'enseignement (18,93%), la défense (17,61%) et les Affaires économiques (15,00%).

Par ailleurs, malgré leurs poids relativement faibles dans les prévisions, les divisions "Ordre et sécurité publics" et "Loisirs, culture et culte" présentent des taux d'exécution parmi les plus élevés.

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE TRESORERIE

Les ressources et les charges de trésorerie résultent d'opérations liées à la gestion de la dette. Elles concourent à la réalisation de l'équilibre du budget d'Etat.

Le **tableau 17**, ci-dessous, présente la situation d'exécution de ces ressources et charges.

Tableau 17. Situation d'exécution des ressources et des charges de trésorerie.

<i>Montants en milliards de FCFA</i>					
Rubrique	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalizations	Taux %	Part %
Besoins de financement	819,548	1 100,527	488,361	44,38	100,00
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	381,016	365,386	259,841	71,11	53,05
<i>dont principal dette intérieure</i>	<i>251,540</i>	<i>251,540</i>	<i>173,369</i>	<i>68,92</i>	<i>66,72</i>
<i>dont principal dette extérieure</i>	<i>129,476</i>	<i>113,846</i>	<i>86,472</i>	<i>75,96</i>	<i>33,28</i>
Déficit budgétaire à financer	422,740	719,349	226,668	31,51	46,28
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	3,295	20,87	0,67
Ressources de financement	819,548	1 100,527	758,977	68,96	100,00
Tirages sur des emprunts projets	194,400	112,200	75,860	67,61	10,00
Emission de dette à court, moyen et long termes	556,319	691,249	500,636	72,42	65,92
Tirages sur des emprunts programmes	28,692	253,941	169,346	66,69	22,30
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	0,873	4,08	0,11
Remboursement des prêts et avances	5,960	5,960	4,056	68,05	0,53
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	8,206	51,96	1,08

Source : Services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2020.

A la lecture du **tableau 17**, il apparaît que, à la fin du troisième trimestre, les ressources de financement, mobilisées à 68,96%, couvrent les besoins de financement, exécutés à 44,38%.

3.1. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des produits des dettes à court, moyen et long terme et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, leurs prévisions ont enregistré une augmentation de 55,48% par rapport aux prévisions initiales, passant de 263,229 milliards de FCFA à 409,278 milliards de FCFA⁹.

Le **tableau 18** présente la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 septembre 2020 par rapport aux objectifs annuels.

Tableau 18. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

	Montants en milliards de FCFA				
	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 sept 2020	Taux %	Part %
Produits provenant de la cession des actifs	18,385	21,385	0,873	4,08%	0,34
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,385	0,385	0,353	91,66%	40,43
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	18,000	18,000	0,520	2,89%	59,57
<i>Recettes de privatisation</i>	-	3,000	-	0,00%	-
Produits des emprunts (projets BSI & ABG)	223,092	366,141	245,701	67,11%	94,93
<i>Produits des emprunts projets</i>	194,400	112,200	75,860	67,61%	30,94
<i>Produits des emprunts programmes</i>	28,692	253,941	169,346	66,69%	68,92
Dépôts sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	8,206	51,96%	3,17
Remboursement de prêts et avances	5,960	5,960	4,056	68,05%	1,57
Total, hors titres	263,229	409,278	258,341	63,12%	28,86
Emission de titres de marché	556,319	691,249	636,676	92,11%	71,14%
Total des ressources de financement	819,548	1 100,527	895,017	81,33%	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 18** que, à la fin du troisième trimestre, un montant de 258,341 milliards de FCFA a été mobilisé au titre des ressources de trésorerie¹⁰, soit un taux de réalisation de 63,12%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en baisse de 59,88 points de pourcentage.

Lorsque les émissions de bons et obligations du Trésor sont prises en compte, le niveau de réalisation des ressources de financement, au 30 septembre, atteint 895,017 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 81,33%. Ces émissions représentent 71,14% des ressources mobilisées.

2.2.3. Produits des cessions d'actifs

Les prévisions de produits de cessions d'actifs ont augmenté de 16,32% en 2020 pour s'établir à 21,385 milliards de FCFA dans le budget rectifié.

A la fin du troisième trimestre, ces produits ont été mobilisés à hauteur de 0,873 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 4,08%.

⁹ Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

¹⁰ Hors titres de marché (bons et obligations du Trésor).

2.2.3.1. Aliénations de meubles, d'immeubles et TF.

La prévision annuelle des produits d'aliénations de meubles et d'immeubles se chiffre à 18,385 milliards de FCFA, dont 8 milliards de FCFA attendus de l'ACI pour la cession de bâtiments administratifs.

Le **tableau 19** retrace la situation d'exécution comparative de ces produits pour les troisièmes trimestres 2019 et 2020.

Tableau 19. Situation de réalisation des ressources de trésorerie par la DND.

Nature	Prévisions au 30 sept 2019	Réalizations au 30 sept 2019	Taux %	Montants en milliards de FCFA		
				Prévisions au 30 sept 2020	Réalizations au 30 sept 2020	Taux %
Aliénations d'immeubles et TF	10,501	2,428	23,00	13,438	0,520	4,00
Aliénations de meubles	0,287	0,367	128,00	0,281	0,352	125,00
Total	10,788	2,795	26,00	13,720	0,872	6,00

Source : DND, décembre 2020.

Il ressort du **tableau 19** que le taux de réalisation des produits de cessions d'actifs par la DND est inférieur de 5,19 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019. Cette diminution s'explique par celle des aliénations d'immeubles et titres fonciers (TF), dont la part est la plus importante (59,63%) et dont le taux de réalisation est inférieur de 19,00 points de pourcentage à celui de 2019.

Pour améliorer le niveau des recouvrements, il est envisagé de demander à l'ACI, de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes.

2.2.3.2. Recettes de privation.

Dans le budget d'Etat rectifié, 3,000 milliards de FCFA ont été inscrits au titre des recettes de privation. Sur ce montant, aucune réalisation n'a été enregistrée à la fin du troisième trimestre.

2.2.4. Produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les produits des emprunts à court, moyen et long terme représentent 94,93% des ressources de financement mobilisées. Elles sont constituées des produits : (i) des emprunts projets inscrits au BSI (31,08%), (ii) des emprunts programmes ou prêts d'ABG (68,92%) et (iii) des émissions de bons et obligations du Trésor (71,10%).

2.2.4.1. Produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 20. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

Structures	Montants en milliards de FCFA		En %	
	Prévisions rectifiées 2020	Réalisations au 30 sept 2020	Taux de décaissement	Part de chaque ministère
Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	0,963	185,91	1,27
Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	32,649	358,98	43,04
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	2,832	60,72	3,73
Ministère de l'agriculture	45,711	14,947	32,70	19,70
Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	2,740	14,65	3,61
Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	18,984	77,60	25,03
Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	3,240	311,84	4,27
Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	-	-
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	-	-	-
Total	112,200	75,860	67,61%	100,00

Source : DNP, décembre 2020.

Il apparaît dans le **tableau 20** que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets ont été enregistrés :

- en termes de parts dans le total des décaissements, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (43,04%), (ii) de l'énergie et de l'eau (25,03%) et (iii) de l'agriculture (19,70%);
- en termes de taux d'exécution, au niveau des départements (i) de l'équipement et des infrastructures (358,98%), (ii) de l'aménagement du territoire et de la population (311,84%), (iii) de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable (185,91%) et (iv) de l'énergie et de l'eau (77,60%).

Les taux d'exécution exceptionnellement élevés au niveau du ministère de l'équipement et des infrastructures ainsi que du ministère de l'aménagement du territoire et de la population, s'explique essentiellement par la réduction considérable de leurs prévisions dans le projet de budget rectifié (-82,42% pour les deux ministères), tandis que les niveaux de décaissement ont été moins pessimistes que prévus.

Le taux global de décaissement (68,05%) est supérieur de 69 points de pourcentage à celui observé à la même période en 2019.

Durant le quatrième trimestre, il est prévu de mobiliser 112,200 milliards de FCFA d'emprunts projets.

2.2.4.2. Produits des emprunts programmes.

Pour 2020, il est prévu de contracter 253,941 milliards de FCFA de prêt d'ABG, soit 225,249 milliards de FCFA de plus que le montant inscrit dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, 169,346 milliards de FCFA ont été décaissés à la fin du troisième trimestre, soit un taux de 66,69%.

A la même période en 2019, un taux de 64,03% a été réalisé.

2.2.4.3. Produits des émissions de bons et obligations du Trésor.

Les émissions de titres de marché ont été évaluées à 691,249 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié, contre 556,319 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

Sur ce montant, des titres d'une valeur de 636,676 milliards de FCFA ont été émis, dont 57,20% d'obligations et 42,80% de bons. Le taux de couverture global s'élève à 223,60%.

2.2.5. Dépôts sur les comptes des correspondants

Sur une prévision de 15,792 milliards de FCFA, les dépôts sur les comptes des correspondants se sont chiffrés à 1,471 milliard de FCFA à la fin du troisième trimestre, soit un taux de réalisation de 9,31%.

Ce taux est inférieur de 26,75 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

2.2.6. Remboursements de prêts et avances

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés assigné à la Direction Générale de Dette Publique (DGDP) pour l'année 2020 s'élève à 5,960 milliards de FCFA.

La situation d'exécution à la date du 30 septembre, fait ressortir un montant de 4,056 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 63,24%.

Un taux de 312,60% a été réalisé en 2019 à la même période. Ce taux est supérieur de 13,49 points de pourcentage à celui observé en 2019 à la même période.

Le **tableau 21** présente la situation détaillée des remboursements de prêts rétrocédés par organisme.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 SEPTEMBRE 2020

Tableau 21. Situation de recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

		Montants en millions de FCFA									
		BNDA	EDM-SA	SOGEM	BDM-SA	SOTELMA-SA	BMS-SA	N-SUKALA	Total	Cumul	Taux %
Janvier	Prévisions	-	-	207,000	-	-	-	-	207,000		53,14%
	Réalisations	-	110,000	-	-	-	-	-	110,000	110,000	
Février	Prévisions	-	134,000	1 069,000	-	-	-	-	1 203,000		107,07%
	Réalisations	-	-	1 288,000	-	-	-	-	1 288,000	1 398,000	
Mars	Prévisions	8,000	153,000	-	-	-	-	-	161,000		183,23%
	Réalisations	8,000	287,000	-	-	-	-	-	295,000	1 693,000	
Avril	Prévisions	-	-	889,000	71,000	6,000	143,000	-	1 109,000		19,66%
	Réalisations	-	-	-	71,000	-	147,000	-	218,000	1 911,000	
Mai	Prévisions	402,000	-	-	-	-	-	-	402,000		100,00%
	Réalisations	402,000	-	-	-	-	-	-	402,000	2 313,000	
Juin	Prévisions	12,000	-	-	-	-	-	-	12,000		100,00%
	Réalisations	12,000	-	-	-	-	-	-	12,000	2 325,000	
Juillet	Prévisions	-	-	207,000	-	-	-	-	207,000		389,86%
	Réalisations	-	-	807,000	-	-	-	-	807,000	807,000	
Août	Prévisions	-	159,000	1 052,000	-	-	-	-	1 211,000		13,63%
	Réalisations	-	159,000	-	-	6,000	-	-	165,000	972,000	
Septembre	Prévisions	8,000	159,000	-	-	-	-	-	167,000		95,21%
	Réalisations	-	159,000	-	-	-	-	600,000	159,000	1 131,000	
Octobre	Prévisions	-	-	659,000	69,000	-	141,000	-	869,000		0,00%
	Réalisations	-	-	-	-	-	-	-	-	1 131,000	
Novembre	Prévisions	401,000	-	-	-	-	-	-	401,000		0,00%
	Réalisations	-	-	-	-	-	-	-	-	1 131,000	
Décembre	Prévisions	11,000	-	-	-	-	-	-	11,000		0,00%
	Réalisations	-	-	-	-	-	-	-	-	1 131,000	
Total	Prévisions	842,000	605,000	4083,000	140,000	6,000	284,000	-	5 960,000		68,05%
	Réalisations	422,000	715,000	2095,000	71,000	6,000	147,000	600,000	4 056,000		
	Taux %	50,12	118,18	51,31	50,71	100,00	51,76				

Source : DGDP, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 21** que les taux de recouvrement des prêts rétrocédés auprès des organismes bénéficiaires sont globalement au-dessus de 50%.

3.2.CHARGES DE TRESORERIE

Les charges de trésorerie comprennent : (i) le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme, (ii) les retraits sur les comptes des correspondants, (iii) les prêts et avances.

Dans le budget rectifié de 2020, ces charges sont évaluées à 381,178 milliards de FCFA, contre 396,808 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale.

La situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 septembre 2020 est présentée dans le **tableau 22**.

Tableau 22. Situation d'exécution des charges de trésorerie.

	Prévisions initiales	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 sept 2020	Taux %	Part %
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	381,016	365,386	259,841	71,11%	98,75
<i>Principal dette intérieure</i>	<i>251,540</i>	<i>251,540</i>	<i>173,369</i>	<i>68,92</i>	<i>66,72</i>
<i>Principal dette extérieure</i>	<i>129,476</i>	<i>113,846</i>	<i>86,472</i>	<i>75,96</i>	<i>33,28</i>
Retraits sur les comptes des correspondants	15,792	15,792	3,295	20,87	1,25
Prêts et avances	-	-	-	-	-
Total hors solde global	396,808	381,178	263,136	69,03	53,72
Solde à financer	422,740	719,349	226,668	31,51	46,28
Total besoins de financement	819,548	1 100,527	489,804	44,51	100,00

Source : DNTCP, décembre 2020.

Il ressort de la lecture du **tableau 22** que, à la fin du troisième trimestre, un montant de 263,136 milliards de FCFA a été exécuté au titre des charges de trésorerie¹², soit un taux de réalisation de 69,03%.

Comparé à la même période en 2019, ce taux d'exécution est en baisse de 42,54 points de pourcentage.

Lorsque le solde budgétaire de la période est pris en compte, le niveau d'exécution des besoins de financement, au 30 septembre, atteint 489,804 milliards de FCFA, sur une prévision rectifiée de 1 100,527 milliards de FCFA, soit un taux de 44,51%. Ce solde représente 46,28% des besoins de financement couverts.

3.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme

Les prévisions de remboursement des produits des emprunts ont diminué de 4,10% en 2020 pour s'établir à 381,178 milliards de FCFA dans le budget rectifié de 2020.

A la fin du troisième trimestre, 259,841 milliards de FCFA ont été remboursés, soit un taux d'exécution de 71,11%. Plus de la moitié du montant remboursé (66,72%) constitue l'amortissement du principal de la dette intérieure. Ainsi, la part de la dette intérieure dans l'amortissement des emprunts est inférieure de 1,25 points de pourcentage à celui de la même période en 2019.

Ce poste représente 98,75% des charges de trésorerie exécutées au premier semestre.

3.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

Un montant de 15,792 milliards de FCFA est inscrit au budget d'Etat de 2020 au titre des retraits sur les comptes des correspondants.

A la fin du troisième trimestre, ces retraits se sont chiffrés à 3,295 milliards de FCFA, soit 20,87% des prévisions annuelles. Ils sont composés, essentiellement, des dépenses effectuées par l'Agence malienne de métrologie, l'Office malien de l'habitat, l'Agence pour la promotion touristique au Mali, le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage, la Chambre de commerce et d'industrie du Mali, l'Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako, l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako, l'Université des sciences, techniques et technologies de Bamako, l'Institut national de formation des travailleurs sociaux, l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution des prévisions budgétaires rectifiées de 2020, au troisième trimestre, s'est effectuée dans un contexte difficile, marquée principalement par une récession de l'activité économique à l'échelle mondiale, à la suite de la rapide propagation de la Covid-19.

Cette évolution du contexte justifie la modification des prévisions de la loi de finances initiale et le creusement du déficit budgétaire.

La situation d'exécution provisoire, fait ressortir un solde global déficitaire de 225,225 milliards de FCFA. Les recettes ont été réalisées à 57,19% et les dépenses, exécutées à 50,60%. Ces indicateurs affichent, comparativement à la même période de l'exercice antérieur, un recul du niveau de réalisation des recettes (-15,20 points de pourcentage) et des dépenses (-6,05 points de pourcentage).

En ce qui concerne les recettes budgétaires, celles du budget général représentent 97,90%¹¹ des sommes encaissées, celles des budgets annexes, 0,43% et celles des comptes spéciaux du trésor 0,56%¹². L'effort des services d'assiettes et de recouvrement représente 93,60% des recettes totales. En termes de taux d'exécution, une hausse de performance générale apparaît par rapport à 2019. L'augmentation la plus significative est enregistrée au niveau des recettes recouvrées par la DGI.

S'agissant des dépenses, classées par nature économique, les dépenses de personnel représentent 30,53% des liquidations, suivies des dépenses en capital (27,79%). Les liquidations ont été effectuées à 20,54% dans les régions et à 6,32%, pour le compte des établissements publics. L'analyse de la situation d'exécution par type de programme et dotation budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que 47,74% des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, tandis que les programmes de CST présentent le taux d'exécution le plus élevé (54,39% des prévisions). Suivant la classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI, les dépenses des services généraux des administrations publiques représentent 28,03% des crédits liquidés, l'enseignement 18,93%, la défense 17,61%, les affaires économiques 15,00%, l'ordre et la sécurité publics 6,53%. Cet ordre de priorité est presque le même qu'en 2019, bien que le poids de l'enseignement ait enregistré une diminution.

Au niveau de la trésorerie, les ressources ont été mobilisées à 63,12% et les charges, exécutées à 69,03%. Ces niveaux de réalisations sont en baisse par rapport à 2019. Comparé au troisième trimestre de 2019 : (i) le produit des dons programmes et legs a considérablement diminué ; (ii) le poids du remboursement des produits d'emprunts a augmenté au niveau des charges de trésorerie, malgré les moratoires et annulations de dette obtenus dans le cadre de la riposte à la Covid-19. De manière générale, il apparaît que les ressources de financement ont largement couvert les besoins de financement pour la période sous revue.

¹¹ En valeur brute, y compris les crédits de TVA.

¹² Hors Fonds de remboursement des crédits TVA.

ANNEXE 1 :

**SITUATION DE REALISATION DES RECETTES
BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE
PAR LES SERVICES D'ASSIETTES ET DE
RECOUVREMENT.**

SITUATION DE REALISATION DES RECETTES BUDGETAIRES ET DES RESSOURCES DE TRESORERIE PAR SERVICE

(Montants en milliards de
FCFA)

Services	Recettes budgétaires				Ressources de trésorerie				Total des ressources			
	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 septembre 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 septembre 2020	Taux %	Part %	Prévisions rectifiées	Réalisations au 30 septembre 2020	Taux %	Part %
Direction Générale des Douanes	567,000	415,320	73,25	37,60					567,000	415,320	73,25	37,16
Direction Générale des Impôts	891,325	602,299	67,57	54,53					891,325	602,299	67,57	53,89
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	20,853	13,137	63,00	1,19	15,792	8,206	51,96	62,47	36,645	21,343	58,24	1,91
Direction Nationale des Domaines	114,791	73,765	64,26	6,68	18,385	0,873	4,75	6,65	133,176	74,638	56,04	6,68
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat					3,000	0,000	0,00	0,00	3,000	0,000	0,00	0,00
Direction Générale de la Dette Publique					5,960	4,056	68,05	30,88	5,960	4,056	68,05	0,36
Total	1 593,969	1 104,521	69,29	100,00	43,137	13,135	30,45	100,00	1 637,106	1 117,656	68,27	100,00

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, décembre 2020.

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES

BUDGETAIRES DE RIPOSTE A LA COVID-19.

AU 30 SEPTEMBRE 2020

SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES POUR LA RIPOSTE A LA COVID-19

(Montants en FCFA)

Mesure de riposte	Prévisions	Crédits notifiés	Solde
Structure			
Désignation			
1.Mesures sanitaires	40 000 000 000	30 908 754 414	9 091 245 586
Ministère de la Santé et des Affaires Sociales et ses structures		12 277 267 220	
Ministère de l'Industrie et du Commerce		11 039 614 000	
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile		535 742 774	
Ministère de la Communication		500 000 000	
Ministère des Réformes Institutionnelles		300 000 000	
Ministère des Maliens de l'Extérieur		6 000 000 000	
Primature		256 130 420	
2.Mesures sociales en faveur des populations	122 000 000 000	15 000 000 000	107 000 000 000
Projet Jigisemejiri			
Fonds spécial pour les familles les plus vulnérables (en cours)	100 000 000 000	0	100 000 000 000
Commissariat à la Sécurité Alimentaire			
Distribution gratuite des céréales et les aliments bétails aux populations vulnérables	15 000 000 000	15 000 000 000	0
EDM/SOMAGEP			
Gratuité des tranches sociales sur les factures d'eau et d'électricité durant 2 mois (en cours)	7 000 000 000	0	7 000 000 000
3.Mesures de soutien à l'économie et aux entreprises	52 000 000 000	32 000 000 000	20 000 000 000
FGSP			
Dotation du fonds de garantie du secteur privé destinée à garantir les besoins de financement des PME/PMI et des SFD (en cours)	20 000 000 000	0	20 000 000 000
des industries et de certaines grandes entreprises affectées			
Ministère de l'Energie et de l'Eau			
Appui au secteur de l'Electricité	17 000 000 000	17 000 000 000	0
Appui au secteur de l'Eau	15 000 000 000	15 000 000 000	0
Total	214 000 000 000	77 908 754 414	136 091 245 586

Source : DGB, 2020.

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR TYPE DE PROGRAMME ET PAR NATURE

ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/09/2020

13/11/2020 10:03:37

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement-----				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
0 Dotation						
2 Personnel	0	85 817 011	59 832 474	48 694 296	48 204 403	
3 Biens et services	0	276 562 942	158 701 833	147 842 128	137 625 244	
4 Transferts et subventions	0	197 806 759	78 748 403	30 875 705	30 020 966	
5 Investissement	177 575 559	101 380 687	17 417 177	13 473 923	11 070 725	
TOTAL	177 575 559	661 567 399	314 699 887	240 886 052	226 921 338	
1 Programme de pilotage						
2 Personnel	0	217 021 523	141 505 849	119 816 138	120 854 997	
3 Biens et services	0	153 038 949	134 613 954	105 529 894	88 379 190	
4 Transferts et subventions	0	98 692 808	89 028 857	82 983 826	74 279 401	
5 Investissement	171 243 333	241 707 747	129 468 229	111 065 229	86 182 464	
TOTAL	171 243 333	710 461 027	494 616 889	419 395 087	369 696 052	
2 Programme opérationnel						
2 Personnel	0	383 990 969	349 576 451	307 894 346	266 808 248	
3 Biens et services	0	127 382 125	111 269 272	78 916 342	66 774 343	
4 Transferts et subventions	0	186 693 209	163 103 268	128 635 751	111 748 204	
5 Investissement	537 396 507	583 390 120	304 021 696	224 066 126	183 762 069	
TOTAL	537 396 507	1 281 456 423	927 970 687	739 512 565	629 092 864	
3 Programme des comptes speciaux du tresor						
2 Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525	
3 Biens et services	0	89 212 000	88 305 047	85 088 999	84 926 201	
4 Transferts et subventions	0	690 000	390 000	30 429	17 848	
5 Investissement	72 944 117	74 194 117	5 660 618	4 808 645	4 449 867	
TOTAL	72 944 117	164 386 117	94 551 665	89 950 599	89 416 441	
4 Programme des budgets annexes						
2 Personnel	0	2 214 500	2 214 500	968 807	904 836	
3 Biens et services	0	3 411 535	2 682 947	699 540	651 640	
4 Transferts et subventions	0	814 026	814 026	370 368	370 368	
5 Investissement	2 647 889	2 664 889	2 664 889	1 016 690	640 299	
TOTAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143	
TOTAL DU BUDGET GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 840 215 490	1 492 799 708	1 317 693 838	

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION

AU 30 SEPTEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	14 477 015	11 524 776	11 524 776	11 084 864
TOTAL	1 507 529	14 477 015	11 524 776	11 524 776	11 084 864
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 723 978	5 597 478	5 193 303	4 432 734
1.002 Administration générale	0	8 666 100	8 009 394	7 214 863	6 158 737
2.001 Sécurité et défense	5 127	2 420 159	2 128 939	1 246 524	1 279 619
TOTAL	655 127	17 810 237	15 735 811	13 654 690	11 871 090
130 PRIMATURE					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	6 320 765	5 976 814	4 712 096	3 722 535
1.004 Administration générale et contrôle	846 875	6 371 784	5 713 864	4 065 332	2 771 098
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	494 570	422 776	347 412	203 782
TOTAL	1 675 287	13 187 119	12 113 455	9 124 840	6 697 414
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	511 672	474 548	396 997	284 832
TOTAL	14 363	511 672	474 548	396 997	284 832
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	1 101 661	970 020	800 456	629 989
TOTAL	77 541	1 101 661	970 020	800 456	629 989
150 COUR SUPREME					
2.005 Cour Suprême	19 500	2 640 166	2 274 361	1 949 365	1 735 068
TOTAL	19 500	2 640 166	2 274 361	1 949 365	1 735 068
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	826 611	730 919	505 543	398 673
TOTAL	0	826 611	730 919	505 543	398 673
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	1 096 262	910 904	627 329	442 299
TOTAL	155 763	1 096 262	910 904	627 329	442 299
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 972 629	1 684 950	1 085 550	874 526
TOTAL	528 779	1 972 629	1 684 950	1 085 550	874 526

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
1.006 Administration Générale	10 852 300	47 355 675	44 726 382	32 023 418	35 899 049
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	436 287	417 835	308 021	280 885
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	124 140	119 354	76 432	80 345
TOTAL	15 073 340	47 916 102	45 263 571	32 407 872	36 260 279
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
1.007 Administration Générale	50 000	984 436	806 317	665 811	508 945
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	847 230	553 445	471 515	319 531
TOTAL	420 000	1 831 666	1 359 761	1 137 326	828 476
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
1.045 Administration Générale	40 000	286 089	225 003	189 905	143 401
2.010 Intégration Africaine	0	332 724	274 125	238 452	213 546
TOTAL	40 000	618 813	499 128	428 358	356 946
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 728 696	2 956 733	2 933 933	2 933 772
TOTAL	122 500	3 728 696	2 956 733	2 933 933	2 933 772
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	974 589	930 292	930 292	868 721
TOTAL	28 500	974 589	930 292	930 292	868 721
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	132 634	110 506	66 278	63 787
TOTAL	15 000	132 634	110 506	66 278	63 787
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
1.008 Administration Générale	56 647 743	304 385 686	253 146 735	231 435 951	202 355 991
2.015 Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	42 487 648	40 815 869	38 877 147	29 736 776
2.016 Inspection des Armées	21 000	324 407	298 707	266 666	266 666
2.017 Formation	45 350	770 677	618 728	502 290	435 091
2.018 Gestion des Transmissions	80 402	366 276	301 547	258 811	201 863
TOTAL	93 934 519	348 334 694	295 181 586	271 340 865	232 996 387
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	6 714 034	3 896 919	3 166 407	2 487 321
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	16 454 590	12 225 803	11 178 060	8 615 000
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	7 942 113	6 768 170	6 000 477	5 182 598
TOTAL	8 631 183	31 110 737	22 890 892	20 344 945	16 284 919
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 778 609	1 722 711	1 722 711	1 424 358
TOTAL	200 000	1 778 609	1 722 711	1 722 711	1 424 358

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	659 288	593 182	543 182	543 182
TOTAL	47 500	659 288	593 182	543 182	543 182
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
1.010 Administration Générale	6 332 592	20 460 563	17 307 619	11 892 056	10 980 492
2.021 Ordre et Sécurité	8 327 296	66 826 364	57 532 234	46 411 415	35 461 459
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	19 247 651	15 303 569	13 393 622	9 415 948
TOTAL	22 960 744	106 534 578	90 143 422	71 697 093	55 857 899
235 SECURITE D'ETAT					
0.002 Securite d'Etat	0	10 685 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647
TOTAL	0	10 685 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
1.011 Administration Générale	21 461 500	47 197 063	15 419 054	11 943 382	7 790 791
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	12 179 383	10 576 892	7 246 279	3 900 810
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	18 466 763	14 846 907	11 964 462	8 676 756
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	7 699 254	6 355 629	5 356 134	4 139 761
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	7 536 714	5 834 565	4 508 808	3 286 398
2.027 Gestion de la Dette Publique	435 000	907 832	801 021	542 135	290 177
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	4 030 214	3 059 236	2 069 367	1 450 541
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 555 970	3 345 798	2 366 227	1 064 715
TOTAL	50 062 077	102 573 193	60 239 101	45 996 795	30 599 949
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	1 132 347	989 069	712 574	572 300
TOTAL	100 000	1 132 347	989 069	712 574	572 300
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
2.068 Régulation de la commande publique	0	324 854	297 521	297 521	288 421
TOTAL	0	324 854	297 521	297 521	288 421
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
1.012 Administration Générale	1 061 334	2 313 097	1 698 673	892 311	753 109
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	819 356	761 339	584 644	483 291
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	962 731	919 707	880 385	697 070
TOTAL	1 188 003	4 095 184	3 379 719	2 357 341	1 933 470

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
1.013 Administration Générale	1 021 881	2 859 284	2 373 012	1 861 474	1 310 060
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	14 364 902	5 741 760	5 609 181	5 436 529
2.034 Formation Professionnelle	957 575	8 542 880	6 463 328	4 891 964	4 574 550
TOTAL	2 410 101	25 767 066	14 578 099	12 362 619	11 321 139
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
1.044 Administration Générale et Contrôle	7 000	560 102	436 721	302 009	272 345
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	535 961	362 726	255 001	158 933
TOTAL	292 000	1 096 063	799 447	557 010	431 278
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
1.014 Administration Générale et Contrôle	75 000	3 929 055	3 498 432	2 947 829	2 489 117
2.036 Administration du Territoire	23 776 631	46 235 469	43 024 930	24 553 315	18 839 409
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	502 035	205 673	134 170	108 692
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	30 764 695	22 840 232	22 306 641	22 191 314
2.064 Développement Régional et Local	191 000	1 657 860	1 474 685	1 097 631	1 021 266
TOTAL	43 002 140	83 089 114	71 043 952	51 039 585	44 649 798
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	252 505	903 101	768 467	768 467	738 006
TOTAL	252 505	903 101	768 467	768 467	738 006
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
1.015 Administration Générale	48 108	900 296	786 044	679 882	555 887
2.039 Religion et Culte	47 500	185 349	173 104	115 793	84 981
TOTAL	89 714	1 085 645	959 149	795 675	640 868
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
1.016 Administration Générale	0	938 592	750 598	581 642	536 980
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	1 920 554	1 751 030	1 680 409	1 527 893
TOTAL	0	2 859 146	2 501 628	2 262 051	2 064 872
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
1.032 Administration Générale	178 000	1 489 023	1 220 226	1 027 611	824 600
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 796 420	3 651 264	2 580 771	2 258 098
2.084 Développement du secteur industriel	938 301	2 697 400	2 258 293	1 435 203	916 445
TOTAL	2 953 022	9 982 843	7 129 783	5 043 585	3 999 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017	Administration Générale	1 173 575	61 678 577	18 435 988	9 365 346	7 282 172
2.041	Développement de l'Education de Base	3 801 966	220 289 553	198 520 628	162 634 850	146 469 932
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	27 626 026	23 354 445	18 280 797	16 866 912
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	60 209 587	56 256 146	41 317 982	40 152 089
TOTAL		40 782 919	369 803 743	296 567 207	231 598 976	210 771 106
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
1.018	Administration Générale	30 000	7 503 658	3 977 436	2 041 001	2 661 307
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	66 003 809	51 608 571	37 961 978	30 229 462
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	743 102	604 016	503 590	442 529
TOTAL		3 604 218	74 250 569	56 190 023	40 506 569	33 333 297
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019	Administration Générale	84 500	2 507 450	1 814 174	1 345 687	1 236 468
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	2 851 141	2 490 160	772 425	641 410
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	608 041	530 463	329 880	279 393
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 726 285	2 569 011	2 293 481	1 693 058
TOTAL		3 581 978	9 692 917	7 403 809	4 741 471	3 850 329
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
1.020	Administration Générale	9 987	3 833 847	2 681 680	2 112 999	1 820 943
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287	2 210 145	1 736 819	1 569 525	773 061
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	3 215 623	2 256 783	2 114 276	1 966 451
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	1 084 951	879 564	724 642	598 989
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000	8 676 611	5 539 652	5 460 864	5 305 373
TOTAL		2 326 261	19 021 177	13 094 498	11 982 306	10 464 818
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES						
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	34 460 755	10 400 517	5 370 793	4 362 212
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	45 232 591	40 206 298	30 880 789	25 991 251
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommables et Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	7 843 605	7 152 320	6 478 181	6 135 369
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	48 219 959	27 443 076	22 503 538	17 319 497
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000	2 399 796	2 118 316	1 412 428	1 254 939
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773	13 060 080	11 939 277	10 812 301	10 336 139
TOTAL		46 915 891	151 216 786	99 259 803	77 458 028	65 399 406

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 120 347	1 933 582	1 833 851	1 637 099
TOTAL	0	2 120 347	1 933 582	1 833 851	1 637 099
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	2 056 509	1 487 643	1 178 637	948 234
2.059 Promotion de la Femme	1 323 714	2 443 155	1 562 355	1 119 706	869 226
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 236 131	973 495	579 623	484 923
TOTAL	1 893 720	5 735 795	4 023 493	2 877 966	2 302 383
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
1.023 Administration Générale	84 368	3 995 788	2 501 869	1 320 156	1 120 869
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	562 750	4 359 237	1 293 669	1 026 443	915 454
TOTAL	647 118	8 355 025	3 795 538	2 346 598	2 036 323
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
1.024 Administration Générale	670 500	2 203 183	1 609 021	1 029 767	986 931
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	97 594 011	67 865 855	46 153 373	38 904 549
TOTAL	226 726 207	99 797 194	69 474 876	47 183 140	39 891 480
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
1.025 Administration Générale	270 000	1 681 285	1 406 785	750 085	637 377
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	4 142 659	3 849 200	3 235 264	2 333 659
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 869 999	1 756 084	1 492 787	533 665
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	12 684 651	4 358 153	3 616 652	2 832 977
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	1 124 459	491 652	455 842	357 893
TOTAL	10 590 316	23 503 053	11 861 875	9 550 630	6 695 570
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
1.026 Administration Générale	250 000	31 429 109	30 969 523	30 628 305	30 586 217
2.073 Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	60 060 203	26 809 297	21 442 938	21 127 447
2.074 Développement des Ressources en Eau	4 398 580	67 079 834	21 526 291	18 652 772	16 595 184
TOTAL	63 651 547	158 569 146	79 305 112	70 724 016	68 308 848
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
1.027 Administration Générale	88 000	1 613 230	1 388 277	935 420	705 087
2.075 Développement des ressources minérales	2 402 700	4 075 806	2 061 233	1 286 678	569 625
TOTAL	2 490 700	5 689 036	3 449 510	2 222 098	1 274 712
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
1.028 Administration Générale	7 500	924 402	768 381	492 522	461 398
2.076 Medias et Communication Publics	2 683 500	7 269 893	5 099 253	4 148 871	3 586 897
TOTAL	2 721 001	8 194 295	5 867 634	4 641 393	4 048 295

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
1.046 Administration Générale	40 000	289 482	233 842	173 130	151 426
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	230 000	2 576 959	2 354 160	2 076 832	1 338 001
TOTAL	270 000	2 866 441	2 588 002	2 249 963	1 489 427
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
2.096 Régulation de la Communication	250 000	1 447 551	1 305 578	1 204 282	932 808
TOTAL	250 000	1 447 551	1 305 578	1 204 282	932 808
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
1.029 Administration Générale	2 527 300	4 421 852	3 187 793	2 654 378	1 527 007
2.078 Gestion Cadastre et Foncière	1 026 000	4 019 636	2 205 087	1 734 566	1 356 572
TOTAL	3 730 831	8 441 488	5 392 880	4 388 944	2 883 579
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
1.030 Administration Générale	40 000	403 904	331 433	141 111	127 930
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939	7 949 363	7 454 198	7 040 794	6 842 828
TOTAL	6 678 107	8 353 267	7 785 631	7 181 905	6 970 758
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
1.031 Administration Générale et Contrôle	80 000	3 771 016	620 192	413 890	356 174
2.080 Population	325 000	1 619 926	358 901	182 379	161 780
2.081 Aménagement du Territoire	420 000	581 283	303 861	262 034	161 278
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	3 553 140	1 854 533	1 167 392	1 075 456
TOTAL	3 554 830	9 525 365	3 137 487	2 025 695	1 754 688
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
1.042 Administration Générale	0	519 392	377 546	219 074	175 569
2.066 Développement et sécurisation des transports	2 338 616	4 941 138	4 502 616	2 080 200	1 891 483
TOTAL	2 831 568	5 460 530	4 880 162	2 299 274	2 067 052
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
1.033 Administration Générale	0	855 955	609 862	392 182	313 300
2.085 Appui au développement du secteur privé	450 000	974 261	690 119	413 781	340 013
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	163 738	118 774	68 786	57 958
TOTAL	502 500	1 993 954	1 418 754	874 749	711 271
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
1.034 Administration Générale	6 243 742	50 460 641	37 401 594	35 953 086	28 237 339
2.087 Appui au Monde Rural	7 433 716	32 911 183	7 859 007	7 345 296	6 303 767
2.088 Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	53 909 566	14 676 415	12 242 043	10 573 168
2.089 Recherche et Formation	743 500	11 525 015	4 360 910	4 173 298	2 791 222
TOTAL	29 308 639	148 806 405	64 297 927	59 713 723	47 905 496

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits du budget général par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:34:22

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
1.037 Administration Générale	750 000	26 633 098	2 227 907	1 691 050	1 631 114
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	6 410 383	3 609 788	2 973 906	2 166 734
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	3 393 667	1 655 353	1 405 001	931 763
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	2 998 526	2 655 374	2 388 550	1 934 443
TOTAL	7 352 989	39 435 674	10 148 422	8 458 507	6 664 054
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
2.093 Sécurité Alimentaire	1 600 011	10 445 127	7 924 744	7 203 797	7 172 139
TOTAL	1 600 011	10 445 127	7 924 744	7 203 797	7 172 139
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
1.040 Administration Générale	50 000	762 272	596 140	391 185	373 785
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 323 978	1 294 616	1 064 957	1 018 402
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	430 996	357 584	292 782	239 929
TOTAL	1 679 281	3 517 246	2 248 340	1 748 924	1 632 116
990 CHARGES COMMUNES					
0.003 Provisions pour imprévus	212 632 395	515 981 772	235 373 558	170 329 055	160 678 895
0.004 Dette	0	120 423 000	59 635 074	50 989 574	47 114 931
TOTAL	176 068 030	636 404 772	295 008 632	221 318 629	207 793 826
TOTAL DU BUDGET GENERAL	886 215 399	2 653 484 849	1 737 287 463	1 399 793 703	1 225 710 254

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits des budgets annexes par dotation et par programme au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Section Programme Chapitre	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports					
40-2-2013-0021-001-002686 ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)					
Personnel	0	560 000	560 000	257 972	243 606
Biens et services	0	1 659 022	1 021 000	330 356	287 866
Transferts et subventions	0	709 026	709 026	367 168	367 168
Investissement	1 560 241	1 577 241	1 577 241	725 672	462 921
Total	1 560 241	4 505 289	3 867 267	1 681 168	1 361 561
40-2-2013-0021-002-002384 ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)					
Personnel	0	427 000	427 000	202 603	201 403
Biens et services	0	664 566	574 000	199 719	199 719
Transferts et subventions	0	105 000	105 000	3 200	3 200
Investissement	682 810	682 810	682 810	283 262	169 622
Total	682 810	1 879 376	1 788 810	688 783	573 943
40-2-2013-0021-003-002288 ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)					
Personnel	0	284 000	284 000	113 051	113 051
Biens et services	0	264 200	264 200	42 023	42 023
Investissement	87 000	87 000	87 000	0	0
Total	87 000	635 200	635 200	155 073	155 073
40-2-2013-0021-004-002768 ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)					
Personnel	0	315 500	315 500	172 469	172 469
Biens et services	0	241 500	241 500	32 848	32 848
Investissement	70 838	70 838	70 838	1 560	1 560
Total	70 838	627 838	627 838	206 876	206 876
40-2-2013-0021-005-002324 ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)					
Personnel	0	265 000	265 000	128 599	128 599
Biens et services	0	236 150	236 150	64 892	64 892
Investissement	85 000	85 000	85 000	6 197	6 197
Total	85 000	586 150	586 150	199 687	199 687
40-2-2013-0021-006-002478 ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)					
Personnel	0	238 000	238 000	94 114	45 708
Biens et services	0	225 597	225 597	29 704	24 293
Investissement	105 000	105 000	105 000	0	0
Total	105 000	568 597	568 597	123 818	70 002
40-2-2013-0021-008-002204 ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)					
Personnel	0	125 000	125 000	0	0
Biens et services	0	120 500	120 500	0	0
Investissement	57 000	57 000	57 000	0	0
Total	57 000	302 500	302 500	0	0
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143
TOTAL GENERAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020**Situation d'exécution des crédits des comptes spéciaux du trésor par dotation et par programme au 30/09/2020**

13/11/2020 12:39:32

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense		Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
310	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
3.001	Remboursement des Crédits TVA	0	87 900 000	87 553 638	84 502 028	84 502 028
3.009	Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	61 976 517	0	0	0
TOTAL		61 976 517	149 876 517	87 553 638	84 502 028	84 502 028
412	MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
TOTAL		2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	600 000	300 000	0	0
TOTAL		0	600 000	300 000	0	0
714	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	500 000	500 000	203 325	168 129
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 800 000	1 800 000	1 525 595	1 202 873
TOTAL		1 735 000	2 300 000	2 300 000	1 728 920	1 371 001
726	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	100 000	100 000	84 592
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	230 000	136 000	0	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	281 409	199 750	150 268
TOTAL		138 000	1 265 000	517 409	299 750	234 860
750	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
TOTAL		2 981 400	2 981 400	0	0	0
820	MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
TOTAL		3 750 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
TOTAL DU BUDGET GENERAL		72 944 117	164 386 117	94 551 665	89 950 599	89 416 441

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET

ECONOMIQUE AU 30 SEPTEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	1 518 488
Biens et services	0	8 959 419	6 668 253	6 668 253	6 668 253
Transferts et subventions	0	1 775 940	1 728 951	1 728 951	1 728 951
Investissement	1 507 529	1 293 656	1 169 172	1 169 172	1 169 172
Total	1 507 529	14 477 015	11 524 776	11 524 776	11 084 864
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 909 170	1 596 307	1 581 340	1 423 180
Biens et services	0	13 092 652	11 581 880	10 637 081	9 227 891
Transferts et subventions	0	2 186 044	2 038 609	1 155 169	1 080 031
Investissement	655 127	622 371	519 016	281 100	139 989
Total	655 127	17 810 237	15 735 811	13 654 690	11 871 090
130 PRIMATURE					
Personnel	0	2 108 314	2 092 554	2 070 554	1 542 842
Biens et services	0	6 628 197	6 140 763	3 930 413	3 307 678
Transferts et subventions	0	3 022 664	2 694 078	2 088 065	1 690 831
Investissement	946 875	1 427 944	1 186 060	1 035 809	156 063
Total	1 675 287	13 187 119	12 113 455	9 124 840	6 697 414
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	80 816	64 653	64 653	55 606
Biens et services	0	417 211	397 615	320 516	217 398
Investissement	14 363	13 645	12 280	11 828	11 828
Total	14 363	511 672	474 548	396 997	284 832
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	383 793	337 763	337 763	275 725
Biens et services	0	602 789	523 156	401 535	304 304
Transferts et subventions	0	42 049	38 337	28 431	19 499
Investissement	30 000	73 030	70 764	32 727	30 461
Total	77 541	1 101 661	970 020	800 456	629 989
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 331 786	1 098 594	1 065 429	863 329
Biens et services	0	1 191 598	1 060 466	808 311	808 311
Transferts et subventions	0	100 000	100 000	68 792	56 594
Investissement	19 500	16 782	15 301	6 833	6 833
Total	19 500	2 640 166	2 274 361	1 949 365	1 735 068
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	242 497	193 998	193 998	149 083
Biens et services	0	113 470	107 736	29 957	20 393
Transferts et subventions	0	470 644	429 185	281 588	229 197
Total	0	826 611	730 919	505 543	398 673

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	170 312
Biens et services	0	614 133	507 350	293 573	255 906
Transferts et subventions	0	27 039	24 652	19 757	2 630
Investissement	155 763	143 707	129 796	64 893	13 451
Total	155 763	1 096 262	910 904	627 329	442 299
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	556 922
Biens et services	0	625 223	488 964	346 206	278 528
Transferts et subventions	0	66 557	66 557	60 796	33 425
Investissement	77 899	523 748	523 748	72 867	5 651
Total	528 779	1 972 629	1 684 950	1 085 550	874 526
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	15 317 220	7 931 718	11 339 961
Biens et services	0	15 858 370	14 391 782	12 277 098	12 033 606
Transferts et subventions	0	4 777 687	4 758 991	2 640 553	3 387 706
Investissement	10 852 300	11 925 725	10 795 579	9 558 503	9 499 006
Total	15 073 340	47 916 102	45 263 571	32 407 872	36 260 279
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
Personnel	0	405 867	399 465	375 465	279 910
Biens et services	0	874 477	665 776	510 958	414 647
Transferts et subventions	0	109 304	99 656	69 319	69 319
Investissement	420 000	442 018	194 864	181 583	64 600
Total	420 000	1 831 666	1 359 761	1 137 326	828 476
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	121 007	96 806	78 182	57 855
Biens et services	0	329 124	249 871	231 222	189 085
Transferts et subventions	0	136 268	124 240	112 304	103 356
Investissement	40 000	32 414	28 211	6 650	6 650
Total	40 000	618 813	499 128	428 358	356 946
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 611 288	2 089 030	2 089 030	2 089 030
Biens et services	0	953 408	715 103	715 102	714 942
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	50 000	50 000
Investissement	170 000	114 000	102 600	79 800	79 800
Total	122 500	3 728 696	2 956 733	2 933 933	2 933 772
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	415 558	415 558	415 558	353 988
Biens et services	0	104 576	100 393	100 393	100 393
Transferts et subventions	0	430 222	392 247	392 247	392 247
Investissement	28 500	24 233	22 094	22 094	22 094
Total	28 500	974 589	930 292	930 292	868 721

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	16 880	14 280	11 684	10 628
Biens et services	0	101 504	83 401	50 596	49 161
Investissement	15 000	14 250	12 825	3 998	3 998
Total	15 000	132 634	110 506	66 278	63 787
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	124 508 006	99 500 341	94 129 465	93 894 791
Biens et services	0	74 624 596	69 320 097	57 623 715	45 876 495
Transferts et subventions	0	886 982	798 284	735 970	735 097
Investissement	81 866 827	148 315 110	125 562 864	118 851 716	92 490 004
Total	93 934 519	348 334 694	295 181 586	271 340 865	232 996 387
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	14 146 859	11 241 523	10 739 552	8 427 072
Biens et services	0	7 952 394	7 247 521	5 473 937	4 683 933
Transferts et subventions	0	1 032 322	742 121	671 554	623 684
Investissement	6 034 497	7 979 162	3 659 727	3 459 902	2 550 230
Total	8 631 183	31 110 737	22 890 892	20 344 945	16 284 919
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	1 064 300	1 064 300	1 064 300	851 440
Biens et services	0	552 239	517 355	517 355	431 862
Investissement	200 000	162 070	141 056	141 056	141 056
Total	200 000	1 778 609	1 722 711	1 722 711	1 424 358
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	250 000	200 000	200 000
Biens et services	0	368 901	306 360	306 360	306 360
Investissement	47 500	40 387	36 822	36 822	36 822
Total	47 500	659 288	593 182	543 182	543 182
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	54 232 289	50 665 401	50 639 399	38 332 249
Biens et services	0	14 641 786	11 476 231	6 699 781	5 704 573
Transferts et subventions	0	1 507 759	1 356 983	1 274 077	1 254 399
Investissement	20 430 765	36 152 744	26 644 806	13 083 836	10 566 678
Total	22 960 744	106 534 578	90 143 422	71 697 093	55 857 899
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 185 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647
Investissement	0	2 500 000	0	0	0
Total	0	10 685 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	21 934 928	19 360 202	18 309 207	15 495 156
Biens et services	0	12 601 282	10 671 057	7 486 850	5 332 248
Transferts et subventions	0	9 290 679	8 841 533	5 632 445	3 957 469
Investissement	40 314 135	58 746 304	21 366 309	14 568 293	5 815 076
Total	50 062 077	102 573 193	60 239 101	45 996 795	30 599 949
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	400 000	320 000	162 570	133 217
Biens et services	0	9 282	7 268	5 310	5 310
Transferts et subventions	0	642 029	591 272	481 358	433 772
Investissement	100 000	81 036	70 529	63 337	0
Total	100 000	1 132 347	989 069	712 574	572 300
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	20 976	18 701	18 701	9 600
Transferts et subventions	0	303 878	278 821	278 821	278 821
Total	0	324 854	297 521	297 521	288 421
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 415 477	1 402 037	1 366 601	1 059 129
Biens et services	0	1 528 227	1 334 813	782 403	695 651
Transferts et subventions	0	71 391	68 179	66 466	65 051
Investissement	1 273 841	1 080 089	574 690	141 870	113 638
Total	1 188 003	4 095 184	3 379 719	2 357 341	1 933 470
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
Personnel	0	1 119 273	994 401	956 038	812 270
Biens et services	0	1 609 699	1 333 485	891 989	503 531
Transferts et subventions	0	11 439 699	11 008 990	9 941 492	9 686 472
Investissement	2 415 655	11 598 395	1 241 224	573 100	318 867
Total	2 410 101	25 767 066	14 578 099	12 362 619	11 321 139
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
Personnel	0	272 812	232 764	232 764	190 760
Biens et services	0	495 501	379 583	224 261	195 104
Transferts et subventions	0	50 000	50 000	3 000	3 000
Investissement	292 000	277 750	137 100	96 985	42 415
Total	292 000	1 096 063	799 447	557 010	431 278
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	7 058 104	6 671 150	6 265 568	5 038 182
Biens et services	0	24 227 490	20 917 235	12 368 552	11 210 531
Transferts et subventions	0	11 988 576	11 532 411	10 606 191	10 328 468
Investissement	43 033 915	39 814 944	31 923 156	21 799 274	18 072 617
Total	43 002 140	83 089 114	71 043 952	51 039 585	44 649 798

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	193 342	147 447	147 447	141 986
Biens et services	0	415 819	366 804	366 804	366 804
Transferts et subventions	0	69 556	63 416	63 416	63 416
Investissement	252 505	224 384	190 800	190 800	165 800
Total	252 505	903 101	768 467	768 467	738 006
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	168 956	146 756	142 131	118 712
Biens et services	0	459 252	372 625	334 390	268 443
Transferts et subventions	0	379 136	365 761	271 641	223 133
Investissement	95 608	78 301	74 006	47 513	30 580
Total	89 714	1 085 645	959 149	795 675	640 868
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	97 895	83 496	88 812
Biens et services	0	687 491	530 759	423 562	376 491
Transferts et subventions	0	2 054 304	1 872 974	1 754 993	1 599 569
Total	0	2 859 146	2 501 628	2 262 051	2 064 872
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
Personnel	0	1 974 828	1 672 268	1 655 916	1 120 542
Biens et services	0	1 307 255	1 096 271	789 175	634 202
Transferts et subventions	0	1 499 760	1 263 772	905 380	790 434
Investissement	2 962 325	5 201 000	3 097 473	1 693 113	1 453 964
Total	2 953 022	9 982 843	7 129 783	5 043 585	3 999 143
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	268 413 720	207 902 823	168 462 673	154 092 728
Biens et services	0	48 601 644	43 182 387	29 705 248	24 399 549
Transferts et subventions	0	11 657 917	10 730 538	7 304 077	6 930 546
Investissement	40 182 015	41 130 462	34 751 459	26 126 978	25 348 283
Total	40 782 919	369 803 743	296 567 207	231 598 976	210 771 106
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	6 580 764	907 316	289 306	1 116 346
Biens et services	0	2 307 301	1 615 836	629 340	521 574
Transferts et subventions	0	61 275 627	50 680 351	37 419 813	31 266 014
Investissement	3 055 752	4 086 877	2 986 521	2 168 110	429 362
Total	3 604 218	74 250 569	56 190 023	40 506 569	33 333 297
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 336 769	1 119 873	1 106 006	989 205
Biens et services	0	1 847 401	1 250 957	799 576	739 090
Transferts et subventions	0	3 029 937	2 751 155	2 258 919	1 951 866
Investissement	1 918 512	3 478 810	2 281 824	576 971	170 167
Total	3 581 978	9 692 917	7 403 809	4 741 471	3 850 329

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
Personnel	0	2 116 900	1 855 826	1 802 431	1 560 940
Biens et services	0	4 438 165	3 396 786	2 863 214	2 677 572
Transferts et subventions	0	8 486 255	4 978 397	4 770 987	4 639 487
Investissement	1 094 164	3 979 857	2 863 488	2 545 674	1 586 819
Total	2 326 261	19 021 177	13 094 498	11 982 306	10 464 818
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
Personnel	0	39 919 143	35 319 653	29 232 233	25 667 526
Biens et services	0	16 321 214	13 404 483	11 095 950	9 437 314
Transferts et subventions	0	44 335 542	38 825 608	31 874 029	26 094 965
Investissement	29 976 183	50 640 887	11 710 060	5 255 817	4 199 601
Total	46 915 891	151 216 786	99 259 803	77 458 028	65 399 406
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	137 449	126 651	117 650	99 288
Biens et services	0	78 145	70 309	67 260	38 940
Transferts et subventions	0	1 904 753	1 736 622	1 648 942	1 498 871
Total	0	2 120 347	1 933 582	1 833 851	1 637 099
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 531 849	1 431 150	1 407 743	1 004 861
Biens et services	0	1 239 002	940 231	521 812	477 366
Transferts et subventions	0	968 694	659 240	528 333	507 653
Investissement	1 901 354	1 996 250	992 872	420 078	312 502
Total	1 893 720	5 735 795	4 023 493	2 877 966	2 302 383
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
Personnel	0	1 068 556	854 845	404 270	301 713
Biens et services	0	1 131 268	852 247	466 405	399 751
Transferts et subventions	0	2 578 390	1 554 612	1 190 461	1 103 378
Investissement	647 118	3 576 811	533 835	285 463	231 481
Total	647 118	8 355 025	3 795 538	2 346 598	2 036 323
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 373 726	1 196 534	913 622	1 008 794
Biens et services	0	1 054 773	866 877	636 700	529 713
Transferts et subventions	0	727 451	643 289	504 295	478 090
Investissement	226 719 546	96 641 244	66 768 176	45 128 523	37 874 884
Total	226 726 207	99 797 194	69 474 876	47 183 140	39 891 480
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	4 204 360	4 131 417	3 709 105	2 944 392
Biens et services	0	1 571 055	1 276 978	689 816	576 375
Transferts et subventions	0	1 112 116	1 002 841	836 372	722 041
Investissement	10 403 219	16 615 522	5 450 638	4 315 337	2 452 762
Total	10 590 316	23 503 053	11 861 875	9 550 630	6 695 570

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 522 159	1 258 310	1 238 111	1 126 549
Biens et services	0	1 430 502	1 150 422	663 734	583 035
Transferts et subventions	0	36 795 674	36 539 174	33 740 579	33 512 543
Investissement	31 470 603	118 820 811	40 357 205	35 081 591	33 086 721
Total	63 651 547	158 569 146	79 305 112	70 724 016	68 308 848
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	982 110	982 110	982 110	708 497
Biens et services	0	939 147	777 741	446 107	338 629
Transferts et subventions	0	416 124	379 393	247 883	181 962
Investissement	2 490 700	3 351 655	1 310 266	545 997	45 624
Total	2 490 700	5 689 036	3 449 510	2 222 098	1 274 712
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	207 785	173 849	173 849	146 049
Biens et services	0	593 680	478 402	233 130	229 805
Transferts et subventions	0	4 715 259	3 510 239	3 028 642	2 845 306
Investissement	2 691 000	2 677 571	1 705 144	1 205 773	827 135
Total	2 721 001	8 194 295	5 867 634	4 641 393	4 048 295
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
Personnel	0	118 307	115 307	115 307	87 510
Biens et services	0	247 888	173 833	125 161	120 310
Transferts et subventions	0	2 253 521	2 062 557	1 811 904	1 213 424
Investissement	270 000	246 725	236 305	197 591	68 183
Total	270 000	2 866 441	2 588 002	2 249 963	1 489 427
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	622 338	622 145	463 125
Biens et services	0	20 976	20 976	14 160	14 160
Transferts et subventions	0	529 277	485 943	408 575	380 438
Investissement	250 000	202 588	176 320	159 402	75 085
Total	250 000	1 447 551	1 305 578	1 204 282	932 808
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
Personnel	0	2 351 576	2 311 955	2 276 630	1 752 465
Biens et services	0	1 347 666	1 070 071	652 262	412 182
Transferts et subventions	0	431 760	427 059	139 132	120 052
Investissement	3 553 300	4 310 486	1 583 796	1 320 920	598 879
Total	3 730 831	8 441 488	5 392 880	4 388 944	2 883 579
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
Personnel	0	1 283 052	1 272 849	1 124 526	948 890
Biens et services	0	493 725	389 281	202 070	180 923
Transferts et subventions	0	172 016	156 832	72 817	72 807
Investissement	5 682 939	6 404 474	5 966 669	5 782 492	5 768 138
Total	6 678 107	8 353 267	7 785 631	7 181 905	6 970 758

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Personnel	0	469 614	380 091	380 091	326 191
Biens et services	0	597 445	491 574	265 874	246 505
Transferts et subventions	0	3 749 304	680 456	512 876	420 939
Investissement	3 590 071	4 709 002	1 585 365	866 854	761 053
Total	3 554 830	9 525 365	3 137 487	2 025 695	1 754 688
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	962 547	857 550	821 073	678 017
Biens et services	0	606 085	448 808	294 687	234 219
Transferts et subventions	0	1 215 268	1 156 720	1 001 336	983 980
Investissement	2 338 616	2 676 630	2 417 084	182 177	170 836
Total	2 831 568	5 460 530	4 880 162	2 299 274	2 067 052
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
Personnel	0	278 377	254 123	224 123	148 080
Biens et services	0	1 078 441	789 525	404 014	360 673
Transferts et subventions	0	167 092	157 579	151 824	130 268
Investissement	502 500	470 044	217 528	94 788	72 250
Total	502 500	1 993 954	1 418 754	874 749	711 271
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	6 346 961	5 815 566	5 605 559	4 525 378
Biens et services	0	3 008 365	2 582 841	1 648 356	1 237 085
Transferts et subventions	0	40 729 851	40 096 268	39 608 807	30 988 665
Investissement	28 564 352	98 721 228	15 803 252	12 851 000	11 154 368
Total	29 308 639	148 806 405	64 297 927	59 713 723	47 905 496
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 389 463	3 123 119	2 932 212	2 344 361
Biens et services	0	1 493 886	1 234 942	815 141	682 661
Transferts et subventions	0	4 330 016	2 214 535	1 925 574	1 889 592
Investissement	7 398 753	30 222 309	3 575 826	2 785 579	1 747 440
Total	7 352 989	39 435 674	10 148 422	8 458 507	6 664 054
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	221 798	176 737	170 253
Biens et services	0	6 170 200	5 912 630	5 867 262	5 845 239
Transferts et subventions	0	630 503	586 082	585 722	585 722
Investissement	1 600 011	3 422 626	1 204 234	574 076	570 925
Total	1 600 011	10 445 127	7 924 744	7 203 797	7 172 139
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	594 492	509 748	428 357	379 397
Biens et services	0	794 178	594 668	372 848	347 484
Transferts et subventions	0	539 121	465 565	393 855	351 371
Investissement	1 687 882	1 589 455	678 359	553 864	553 864
Total	1 679 281	3 517 246	2 248 340	1 748 924	1 632 116

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	83 369 011	57 874 074	46 735 896	46 685 914
Biens et services	0	259 417 911	143 867 100	133 131 228	122 914 344
Transferts et subventions	0	196 030 819	77 019 452	29 146 754	28 292 015
Investissement	212 632 395	97 587 031	16 248 005	12 304 751	9 901 553
Total	176 068 030	636 404 772	295 008 632	221 318 629	207 793 826
TOTAL	886 215 399	2 653 484 849	1 737 287 463	1 399 793 703	1 225 710 254

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement -----			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
Personnel	0	2 214 500	2 214 500	968 807	904 836
Biens et services	0	3 411 535	2 682 947	699 540	651 640
Transferts et subventions	0	814 026	814 026	370 368	370 368
Investissement	2 081 355	2 664 889	2 664 889	1 016 690	640 299
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143
TOTAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/09/2020

13/11/2020 12:02:12

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	87 900 000	87 553 638	84 502 028	84 502 028
Investissement	40 000 000	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	87 553 638	84 502 028	84 502 028
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	600 000	300 000	0	0
Total	0	600 000	300 000	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	475 000	475 000	338 285	230 499
Transferts et subventions	0	90 000	90 000	30 429	17 848
Investissement	1 735 000	1 735 000	1 735 000	1 360 206	1 122 655
Total	1 735 000	2 300 000	2 300 000	1 728 920	1 371 001
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	290 000	196 000	22 525	22 525
Biens et services	0	837 000	276 409	248 685	193 674
Investissement	138 000	138 000	45 000	28 539	18 661
Total	138 000	1 265 000	517 409	299 750	234 860
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
Investissement	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
Total	3 750 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
TOTAL	72 944 117	164 386 117	94 551 665	89 950 599	89 416 441
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 840 215 490	1 492 799 708	1 317 693 838

ANNEXE 6 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 SEPTEMBRE 2020.

Sans le financement extérieur du BSI¹

¹ Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

13/11/2020 10:13:17

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	55 596 725	239 566 360	211 684 136	181 376 977	169 306 721
01.3 Services généraux	24 562 869	52 236 328	27 649 443	24 767 244	22 309 128
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	397 819	348 454	321 551
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2 223 032	2 482 340	1 743 770	1 087 154	763 107
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	45 835 144	181 524 620	157 105 117	80 114 917	69 781 228
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	99 324 629	90 118 935	86 140 610
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	20 784 093	20 709 973	20 709 973	20 709 973
TOTAL Services généraux des administrations publiques	141 978 554	668 083 028	518 614 887	398 523 654	369 332 318
02 Défense					
02.1 Défense militaire	46 118 740	81 401 157	58 240 746	53 026 264	37 721 048
02.2 Défense civile		38 000	38 000	38 000	38 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	117 790	111 853	88 140
02.5 Défense n.c.a.	45 418 547	267 316 380	234 913 678	216 080 310	194 154 287
TOTAL Défense	91 580 132	348 884 772	293 310 215	269 256 426	232 001 475
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	49 514 616	43 682 216	33 041 658
03.2 Services de protection civile	12 191 785	27 831 034	16 334 844	13 461 685	9 415 948
03.3 Tribunaux	5 210 852	23 514 220	18 183 067	16 248 238	13 168 059
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 748 124	6 597 514	5 955 868	5 151 580
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	15 984 030	47 023 672	38 920 515	27 703 701	25 210 196
TOTAL Ordre et sécurité publics	39 456 251	162 370 556	129 550 557	107 051 708	85 987 441
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	4 720 082	45 124 062	28 259 324	23 283 028	19 844 784
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	134 626 634	320 229 100	89 441 019	80 463 224	65 806 963
04.3 Combustibles et énergie	44 449 387	43 741 804	28 139 662	22 545 243	21 977 218
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	3 070 727	22 982 341	5 677 766	4 044 518	2 900 742
04.5 Transports	295 914 096	100 918 772	68 929 319	46 561 285	39 704 284
04.6 Communications	3 478 506	11 947 394	9 157 927	7 497 922	6 403 102
04.7 Autres branches d'activité	3 701 697	10 460 765	8 888 339	3 464 054	2 925 747
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	577 500	2 817 391	2 385 766	2 057 444	1 218 436
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 716 000	55 211 508	39 105 189	37 290 868	36 882 954
TOTAL Affaires économiques	511 254 629	613 433 137	279 984 311	227 207 585	197 664 231

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

13/11/2020 10:13:17

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	5 250 000	5 212 500	712 500	712 500	712 500
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	1 531 440	1 181 001	453 393
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	230 903	225 437	220 660
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	11 528 310	30 138 979	12 265 918	8 622 821	5 632 794
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 441 306	9 725 899	2 499 529	1 570 469	1 285 690
TOTAL Protection de l'environnement	20 725 316	46 874 621	17 240 291	12 312 229	8 305 037
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 877 162	5 803 839	5 803 829
06.2 Équipements collectifs	5 422 687	7 485 101	1 934 948	1 794 252	1 006 289
06.3 Alimentation en eau	18 635 078	53 155 629	19 121 315	17 776 372	16 124 975
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs		34 010	31 008	18 978	18 978
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	7 306 669	12 174 305	9 583 723	5 438 839	3 432 339
TOTAL Logement et équipements collectifs	37 364 434	78 738 571	36 548 155	30 832 280	26 386 410
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 086 959	1 086 959	930 000	930 000
07.2 Services ambulatoires	89 000	195 802	157 537	67 722	
07.3 Services hospitaliers	18 623 221	40 651 382	21 491 869	18 050 435	14 150 817
07.4 Services de santé publique	5 856 387	63 684 047	38 127 804	31 636 516	27 296 849
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 230 750	5 136 524	4 425 324	3 289 550	2 402 605
07.6 Santé n.c.a.	20 790 857	70 728 732	43 914 837	33 019 902	26 610 852
TOTAL Santé	46 590 215	181 483 446	109 204 330	86 994 125	71 391 123
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	2 164 983	7 154 931	4 969 625	4 272 246	3 805 357
08.2 Services culturels	3 331 028	7 097 155	5 647 719	3 383 056	2 964 728
08.4 Culte et autres services communautaires		193 272	188 932	125 220	103 895
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	897 575	7 138 067	5 583 789	4 576 124	3 877 888
TOTAL Loisirs, culture et culte	6 393 586	21 583 425	16 390 065	12 356 646	10 751 869
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	191 837 095	172 457 884	140 097 573	129 367 378
09.2 Enseignement secondaire	35 510 586	110 175 856	100 111 617	79 270 655	73 453 488
09.4 Enseignement supérieur	4 259 853	67 208 771	51 421 991	37 365 860	31 250 456

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

13/11/2020 10:13:17

Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/09/2020

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
09 Enseignement					
09.5 Enseignement non défini par niveau	518 661	1 383 290	1 140 380	610 269	374 855
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 240 581	3 802 067	1 616 228	241 214
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	4 179 386	6 065 301	3 954 721	3 358 016	1 673 186
09.8 Enseignement n.c.a.	3 309 538	75 450 256	27 969 436	15 780 958	13 111 634
TOTAL Enseignement	50 770 983	456 361 150	360 858 097	278 099 560	249 472 212
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		1 983 400	1 175 860	1 125 966	1 117 966
10.2 Vieillesse		55 360 872	34 981 398	34 981 398	34 981 398
10.4 Famille et enfants	1 556 971	5 694 409	3 267 216	1 987 057	1 533 923
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		206 011	184 573	182 608	182 608
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	519 063	906 711	854 413	591 576	496 413
10.9 Protection sociale n.c.a.	13 617 271	185 011 807	38 051 123	31 296 890	28 089 415
TOTAL Protection sociale	15 693 305	249 163 210	78 514 582	70 165 495	66 401 723
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 840 215 490	1 492 799 708	1 317 693 838

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 507 529	14 477 015	11 524 776	11 524 776	11 084 864
Total	1 507 529	14 477 015	11 524 776	11 524 776	11 084 864
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	650 000	7 268 964	6 127 801	5 786 514	4 821 919
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	7 841 847	7 268 722	6 537 310	5 698 069
02.5 Défense n.c.a.	5 127	2 102 805	1 862 290	1 009 124	1 018 469
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	317 354	266 649	237 400	261 150
04.6 Communications	0	197 267	136 549	43 342	30 483
07.4 Services de santé publique	0	775	697	387	387
08.2 Services culturels	0	81 225	73 103	40 613	40 613
Total	655 127	17 810 237	15 735 811	13 654 690	11 871 090
130 PRIMATURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	5 084 748	4 886 656	3 781 621	2 977 978
01.3 Services généraux	300 000	293 732	196 279	193 847	163 899
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 013 412	5 395 069	4 999 076	3 562 148	2 494 749
03.3 Tribunaux	0	18 050	12 200	12 200	9 289
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	424 297	373 252	314 961	256 621
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	261 875	1 146 841	937 381	675 857	288 382
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	95 000	82 380	82 380	0
04.6 Communications	0	17 677	14 985	12 926	9 965
07.4 Services de santé publique	0	895	805	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	710 810	610 438	488 900	496 531
Total	1 675 287	13 187 119	12 113 455	9 124 840	6 697 414
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	511 672	474 548	396 997	284 832
Total	14 363	511 672	474 548	396 997	284 832
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	77 541	1 101 661	970 020	800 456	629 989
Total	77 541	1 101 661	970 020	800 456	629 989
150 COUR SUPREME					
03.3 Tribunaux	19 500	2 640 166	2 274 361	1 949 365	1 735 068
Total	19 500	2 640 166	2 274 361	1 949 365	1 735 068
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
03.3 Tribunaux	0	826 611	730 919	505 543	398 673
Total	0	826 611	730 919	505 543	398 673
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	155 763	1 096 262	910 904	627 329	442 299
Total	155 763	1 096 262	910 904	627 329	442 299

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	528 779	1 972 629	1 684 950	1 085 550	874 526
Total	528 779	1 972 629	1 684 950	1 085 550	874 526
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	13 731 640	45 591 037	43 009 641	30 567 234	34 440 919
01.3 Services généraux	120 000	127 754	57 418	52 355	32 855
04.6 Communications	0	12 187	11 388	5 024	3 246
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 024 509	1 024 509	921 137	921 137
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 160 615	1 160 615	862 121	862 121
Total	15 073 340	47 916 102	45 263 571	32 407 872	36 260 279
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	474 851	420 934	319 893	261 554
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	954 854	778 816	657 833	502 322
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	95 000	95 000	0
07.4 Services de santé publique	0	461	411	0	0
09.4 Enseignement supérieur	170 000	211 500	64 600	64 600	64 600
Total	420 000	1 831 666	1 359 761	1 137 326	828 476
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	40 000	618 813	499 128	428 358	356 946
Total	40 000	618 813	499 128	428 358	356 946
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	122 500	3 728 696	2 956 733	2 933 933	2 933 772
Total	122 500	3 728 696	2 956 733	2 933 933	2 933 772
192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE					
03.3 Tribunaux	28 500	974 589	930 292	930 292	868 721
Total	28 500	974 589	930 292	930 292	868 721
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
04.6 Communications	15 000	132 634	110 506	66 278	63 787
Total	15 000	132 634	110 506	66 278	63 787
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
02.1 Défense militaire	46 118 740	81 393 157	58 233 706	53 024 985	37 719 769
02.4 Recherche-développement concernant la défense	42 845	129 235	117 790	111 853	88 140
02.5 Défense n.c.a.	45 413 420	262 713 575	233 051 388	215 071 186	193 135 818
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	2 181 342	1 690 712	1 084 442
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	560 146	558 831	558 831
07.4 Services de santé publique	0	11 860	11 037	8 037	8 037
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	8 815	8 815	8 815
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	632 615	543 649	81 467
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 765	204 562	165 119	165 119
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	10 250	10 250	8 815	8 815	8 815
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	171 370	148 863	137 135
Total	93 934 519	348 334 694	295 181 586	271 340 865	232 996 387

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	150 000	114 000	62 212	58 082
02.2 Défense civile	0	38 000	38 000	38 000	38 000
03.3 Tribunaux	5 162 852	17 134 250	12 484 265	11 170 429	8 628 414
03.4 Administration pénitentiaire	2 975 831	7 748 124	6 597 514	5 955 868	5 151 580
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	492 500	5 279 271	3 158 178	2 636 825	1 961 549
07.4 Services de santé publique	0	10 991	10 812	10 812	10 812
09.4 Enseignement supérieur	0	550 101	308 122	290 799	256 481
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	200 000	180 000	180 000	180 000
Total	8 631 183	31 110 737	22 890 892	20 344 945	16 284 919
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	200 000	1 778 609	1 722 711	1 722 711	1 424 358
Total	200 000	1 778 609	1 722 711	1 722 711	1 424 358
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	659 288	593 182	543 182	543 182
Total	47 500	659 288	593 182	543 182	543 182
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
02.1 Défense militaire	0	8 000	7 040	1 279	1 279
03.1 Services de police	3 093 753	56 253 506	49 514 616	43 682 216	33 041 658
03.2 Services de protection civile	6 679 461	20 157 698	16 168 071	13 461 685	9 415 948
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	13 187 530	30 069 596	24 416 212	14 524 868	13 375 273
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	37 482	27 045	23 741
Total	22 960 744	106 534 578	90 143 422	71 697 093	55 857 899
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	0	2 500 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 185 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647
Total	0	10 685 612	8 166 479	8 042 647	8 042 647
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	37 544 013	68 001 296	50 024 308	38 380 283	25 820 367
01.3 Services généraux	4 406 950	4 478 749	3 461 418	2 341 121	1 368 331
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	1 367 250	1 437 808	1 095 674	845 455	610 824
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	420 282	211 807	175 523	58 432
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	12 142 500	57 000	0	0
04.3 Combustibles et énergie	449 918	1 149 586	1 115 932	964 570	752 962
06.2 Équipements collectifs	1 093 946	1 065 446	522 537	461 970	266 055
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 393 498	2 157 248	1 634 336	679 859
07.4 Services de santé publique	0	496	442	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	773 532	572 203	230 005	204 376
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	10 710 000	1 020 532	963 532	838 745
Total	50 062 077	102 573 193	60 239 101	45 996 795	30 599 949

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	100 000	1 132 347	989 069	712 574	572 300
Total	100 000	1 132 347	989 069	712 574	572 300
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	324 854	297 521	297 521	288 421
Total	0	324 854	297 521	297 521	288 421
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	570 782	525 196	300 000	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	270 800	255 800	0	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	341 671	3 256 185	3 027 463	2 307 053	1 892 813
07.4 Services de santé publique	0	283	252	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	57 720	52 004	50 288	40 657
Total	1 188 003	4 095 184	3 379 719	2 357 341	1 933 470
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 395 851	25 468 761	14 308 748	12 159 289	11 165 885
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	375	187	0	0
07.4 Services de santé publique	0	592	521	521	237
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	85 874	38 156	38 156
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	187 940	169 231	151 115	103 323
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	14 250	13 538	13 538	13 538	13 538
Total	2 410 101	25 767 066	14 578 099	12 362 619	11 321 139
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	108 705	77 365	59 022	50 482
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	519 336	348 096	241 699	152 283
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7 000	7 000	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	443 542	358 402	256 288	228 513
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 480	15 584	0	0
Total	292 000	1 096 063	799 447	557 010	431 278
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	41 420	36 450	14 857	14 515
01.3 Services généraux	1 216 000	2 631 610	2 402 481	2 003 980	1 234 449
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 500 520	54 372 909	42 736 818	27 124 762	22 366 564
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	13 300 784	20 784 093	20 709 973	20 709 973	20 709 973
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	173 913	105 181	38 994	38 994
04.6 Communications	0	36 236	36 236	20 239	20 239
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	950 000	902 500	902 500	898 778	104 565
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a. ;	2 660 000	2 527 000	2 527 000	51 491	38 527
07.4 Services de santé publique	0	459	409	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	44 836	349 463	318 832	173 904	119 364
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 011	4 573	2 608	2 608
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 263 500	1 263 500	0	0
Total	43 002 140	83 089 114	71 043 952	51 039 585	44 649 798

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
04.6 Communications	252 505	903 101	768 467	768 467	738 006
Total	252 505	903 101	768 467	768 467	738 006
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	127 319	116 673	100 184	71 205
08.4 Culte et autres services communautaires	0	193 272	188 932	125 220	103 895
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	42 214	765 054	653 543	570 271	465 768
Total	89 714	1 085 645	959 149	795 675	640 868
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	937 695	749 798	581 642	536 980
03.3 Tribunaux	0	1 920 554	1 751 030	1 680 409	1 527 893
07.4 Services de santé publique	0	897	800	0	0
Total	0	2 859 146	2 501 628	2 262 051	2 064 872
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	84 946	78 958	52 414	46 838
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	870 275	5 286 686	3 764 193	2 440 555	1 716 411
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 300 000	2 124 485	1 275 661	1 236 246	1 200 660
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	181 920	793 943	624 933	522 945	376 754
04.7 Autres branches d'activité	30 827	160 606	141 993	106 607	97 664
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	551 894	404 324	363 025	282 194
07.4 Services de santé publique	0	294	262	0	0
09.4 Enseignement supérieur	430 000	979 989	839 457	321 793	278 623
Total	2 953 022	9 982 843	7 129 783	5 043 585	3 999 143
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	406 000	406 000	279 250	253 604	249 184
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	38 532	34 460	20 090	19 203
07.4 Services de santé publique	0	51 193	46 074	5 743	5 743
07.6 Santé n.c.a.	0	61 842	55 658	10 248	6 195
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 074 328	191 837 095	172 457 884	140 097 573	129 367 378
09.2 Enseignement secondaire	35 285 717	108 667 936	98 939 771	78 301 474	72 573 273
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	185 887	179 434	176 074	21 175
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	4 240 581	3 802 067	1 616 228	241 214
09.8 Enseignement n.c.a.	1 948 243	64 314 677	20 772 609	11 117 942	8 287 740
Total	40 782 919	369 803 743	296 567 207	231 598 976	210 771 106
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
01.4 Recherche fondamentale	160 000	501 196	397 819	348 454	321 551
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	77 124	66 388	17 978	17 978
09.2 Enseignement secondaire	200 000	190 000	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	1 422 532	61 235 324	47 809 277	34 772 808	29 049 598
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	1 791 686	3 078 313	2 450 768	1 854 063	169 233
09.8 Enseignement n.c.a.	30 000	9 168 612	5 465 770	3 513 267	3 774 937
Total	3 604 218	74 250 569	56 190 023	40 506 569	33 333 297

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	9 681	9 681	9 681	7 220
01.3 Services généraux	0	12 402	11 089	7 316	4 051
07.4 Services de santé publique	0	1 569	1 399	717	717
08.2 Services culturels	2 574 728	5 566 124	4 398 746	2 294 270	1 922 496
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	514 500	2 634 859	1 927 396	1 464 510	1 182 390
09.2 Enseignement secondaire	0	450 330	392 281	377 463	354 912
09.4 Enseignement supérieur	492 750	1 017 952	663 217	587 515	378 543
Total	3 581 978	9 692 917	7 403 809	4 741 471	3 850 329
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	245 110	8 197 934	5 053 972	4 926 909	4 248 859
07.2 Services ambulatoires	13 000	119 802	81 537	0	0
07.4 Services de santé publique	0	397	354	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 914 983	6 917 440	4 848 225	4 222 888	3 783 007
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	140 861	2 700 653	2 230 847	2 107 868	1 833 963
09.2 Enseignement secondaire	12 307	532 965	489 129	388 444	322 029
09.4 Enseignement supérieur	0	534 086	374 114	325 320	266 082
09.8 Enseignement n.c.a.	0	17 900	16 320	10 878	10 878
Total	2 326 261	19 021 177	13 094 498	11 982 306	10 464 818
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES					
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	76 000	67 722	0
07.3 Services hospitaliers	18 623 221	40 009 588	20 931 723	17 491 604	13 591 986
07.4 Services de santé publique	5 853 537	23 571 446	18 857 612	14 018 331	13 154 079
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 220 500	5 126 274	4 416 509	3 280 735	2 393 790
07.6 Santé n.c.a.	20 787 532	67 304 599	41 247 467	30 603 543	24 861 669
10.1 Maladie et invalidité	0	1 193 400	1 175 860	1 125 966	1 117 966
10.2 Vieillesse	0	7 761 422	6 981 398	6 981 398	6 981 398
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	336 662	305 308	262 918	237 148
10.9 Protection sociale n.c.a.	305 701	5 837 395	5 267 927	3 625 810	3 061 370
Total	46 915 891	151 216 786	99 259 803	77 458 028	65 399 406
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 120 347	1 933 582	1 833 851	1 637 099
Total	0	2 120 347	1 933 582	1 833 851	1 637 099

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	35 800	32 640	19 000	19 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	142 500	68 400	66 468	57 409
07.4 Services de santé publique	2 850	26 255	22 996	11 057	11 057
07.6 Santé n.c.a.	3 325	53 862	45 516	28 610	24 421
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	237 491	121 400	49 359	22 351
09.5 Enseignement non défini par niveau	18 661	47 653	39 530	26 030	22 241
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseigne	0	600 000	300 000	300 000	300 000
10.4 Famille et enfants	1 461 971	3 965 159	2 967 216	1 987 057	1 533 923
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	75 437	65 680	57 645	44 810
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	551 638	360 115	332 741	267 171
Total	1 893 720	5 735 795	4 023 493	2 877 966	2 302 383
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE					
07.4 Services de santé publique	0	2 407	2 146	1 100	1 100
09.4 Enseignement supérieur	30 000	681 779	478 964	295 918	272 873
10.1 Maladie et invalidité	0	790 000	0	0	0
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	462 750	494 612	483 425	271 012	214 454
10.9 Protection sociale n.c.a.	154 368	6 386 227	2 831 004	1 778 568	1 547 895
Total	647 118	8 355 025	3 795 538	2 346 598	2 036 323
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	902 500	902 000	878 539	325 352
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	400 000	15 635 955	619 301	503 049	528 292
04.5 Transports	224 211 807	80 049 059	65 602 032	44 153 239	37 624 424
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	247 500	360 416	351 064	288 090	91 356
04.9 Affaires économiques n.c.a.	501 000	1 924 353	1 346 866	942 543	911 567
06.2 Équipements collectifs	46 400	46 122	45 912	45 072	45 072
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	627 987	370 228	308 376	304 114
07.4 Services de santé publique	0	993	885	450	450
09.4 Enseignement supérieur	19 500	107 309	94 088	63 782	60 853
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	142 500	142 500	0	0
Total	226 726 207	99 797 194	69 474 876	47 183 140	39 891 480
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.1 Gestion des déchets	750 000	712 500	712 500	712 500	712 500
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 561 432	1 531 440	1 181 001	453 393
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	235 811	230 903	225 437	220 660
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	6 143 310	18 004 911	6 957 502	5 861 222	4 023 327
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 191 306	2 988 399	2 429 529	1 570 469	1 285 690
Total	10 590 316	23 503 053	11 861 875	9 550 630	6 695 570

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement---			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	18 678 617	2 033 386	647 554	335 700
04.3 Combustibles et énergie	43 816 469	41 479 718	26 742 322	21 380 923	21 073 988
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	3 800	3 344	608	608
04.5 Transports	150 000	142 500	94 337	94 337	0
04.7 Autres branches d'activité	0	89 035	74 716	66 136	57 580
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	250 000	237 500	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	31 180 544	30 959 570	30 624 184	30 582 095
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	800 000	7 101 568	275 916	133 901	133 901
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	6 500 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	18 635 078	53 155 629	19 121 315	17 776 372	16 124 975
07.4 Services de santé publique	0	235	207	0	0
Total	63 651 547	158 569 146	79 305 112	70 724 016	68 308 848
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	50 000	427 500	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	2 315 700	3 940 090	2 273 017	1 428 399	699 379
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	50 000	47 500	47 500	47 275	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	1 273 946	1 128 993	746 424	575 333
Total	2 490 700	5 689 036	3 449 510	2 222 098	1 274 712
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	2 721 001	8 193 770	5 867 166	4 641 393	4 048 295
07.4 Services de santé publique	0	525	468	0	0
Total	2 721 001	8 194 295	5 867 634	4 641 393	4 048 295
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE					
04.6 Communications	240 000	694 466	600 799	527 883	362 346
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	30 000	2 171 975	1 987 202	1 722 079	1 127 081
Total	270 000	2 866 441	2 588 002	2 249 963	1 489 427
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
04.6 Communications	250 000	1 447 551	1 305 578	1 204 282	932 808
Total	250 000	1 447 551	1 305 578	1 204 282	932 808
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES					
06.2 Équipements collectifs	2 174 162	2 064 162	1 051 238	1 014 122	530 382
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 556 669	6 377 326	4 341 642	3 374 821	2 353 197
Total	3 730 831	8 441 488	5 392 880	4 388 944	2 883 579
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	320 000	320 000	160 000	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	18 107	1 576 237	1 518 457	1 278 221	1 087 807
06.1 Logement	6 000 000	5 889 526	5 877 162	5 803 839	5 803 829
06.2 Équipements collectifs	300 000	285 000	11 400	11 053	3 501
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et de	0	34 010	31 008	18 978	18 978
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	40 000	248 494	187 605	69 814	56 643
Total	6 678 107	8 353 267	7 785 631	7 181 905	6 970 758

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	1 280 000	6 452 162	2 526 520	1 520 045	1 424 201
06.2 Équipements collectifs	420 000	581 283	303 861	262 034	161 278
07.4 Services de santé publique	0	771	687	687	687
09.4 Enseignement supérieur	1 695 071	1 179 921	179 713	154 425	126 271
09.8 Enseignement n.c.a.	64 759	181 978	126 706	88 505	42 252
10.4 Famille et enfants	95 000	1 129 250	0	0	0
Total	3 554 830	9 525 365	3 137 487	2 025 695	1 754 688
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	157 331	145 220	86 159	68 803
04.5 Transports	376 268	2 949 854	2 637 901	2 181 826	1 966 959
04.7 Autres branches d'activité	300 000	250 000	165 000	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	35 845	32 041	31 289	31 289
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 900 000	1 830 000	1 830 000	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	70 000	0	0
Total	2 831 568	5 460 530	4 880 162	2 299 274	2 067 052
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	52 500	163 738	118 774	68 786	57 958
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	1 246 411	822 166	553 212	424 638
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	357 316	320 333	128 915	123 309
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	226 236	157 255	123 836	105 366
07.4 Services de santé publique	0	253	226	0	0
Total	502 500	1 993 954	1 418 754	874 749	711 271
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	29 308 639	148 806 405	64 297 927	59 713 723	47 905 496
Total	29 308 639	148 806 405	64 297 927	59 713 723	47 905 496
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 352 989	39 435 674	10 148 422	8 458 507	6 664 054
Total	7 352 989	39 435 674	10 148 422	8 458 507	6 664 054
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 600 011	10 445 127	7 924 744	7 203 797	7 172 139
Total	1 600 011	10 445 127	7 924 744	7 203 797	7 172 139
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	722 981	1 011 624	285 718	259 110	226 565
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	18 315	14 749	8 165	8 165
08.2 Services culturels	756 300	1 449 806	1 175 871	1 048 174	1 001 620
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	200 000	1 037 501	772 002	433 475	395 767
Total	1 679 281	3 517 246	2 248 340	1 748 924	1 632 116

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
990 CHARGES COMMUNES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	1 008 960	2 184 784	626 849	573 156	573 156
01.3 Services généraux	14 258 519	35 258 519	18 994 237	18 648 580	18 081 343
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	19 835 549	105 473 265	95 680 665	37 210 821	34 004 961
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	170 988 091	99 324 629	90 118 935	86 140 610
02.2 Défense civile	0	0	0	0	0
03.2 Services de protection civile	5 512 324	7 673 336	166 773	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	28 088 478	20 536 243	0	0	0
04.5 Transports	71 176 021	17 777 359	595 050	131 884	112 901
04.6 Communications	0	312 505	306 253	208 088	193 928
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	5 061 202	4 451 403	4 386 944
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	0	0	0
06.2 Équipements collectifs	1 388 179	3 443 088	0	0	0
07.4 Services de santé publique	0	40 000 000	19 168 303	17 578 675	14 103 543
07.6 Santé n.c.a.	0	504 891	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	47 599 450	28 000 000	28 000 000	28 000 000
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	160 006 710	27 084 672	24 397 087	22 196 441
Total	176 068 030	636 404 772	295 008 632	221 318 629	207 793 826
TOTAL	886 215 399	2 653 484 849	1 737 287 463	1 399 793 703	1 225 710 254

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE					
04.7 Autres branches d'activité	2 647 889	8 949 500	8 220 912	3 032 201	2 543 938
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	62 450	62 450	8 863	8 863
09.8 Enseignement n.c.a.	0	93 000	93 000	14 342	14 342
Total	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143
TOTAL	2 647 889	9 104 950	8 376 362	3 055 406	2 567 143

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/09/2020

13/11/2020

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Dotations en cours	Crédits de paiement---		
			Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	87 900 000	87 553 638	84 502 028	84 502 028
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	61 976 517	61 976 517	0	0	0
Total	61 976 517	149 876 517	87 553 638	84 502 028	84 502 028
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignemen	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
Total	2 363 200	2 363 200	1 181 600	1 181 600	1 181 600
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	600 000	300 000	0	0
Total	0	600 000	300 000	0	0
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 735 000	2 300 000	2 300 000	1 728 920	1 371 001
Total	1 735 000	2 300 000	2 300 000	1 728 920	1 371 001
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	281 409	199 750	150 268
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	580 000	236 000	100 000	84 592
Total	138 000	1 265 000	517 409	299 750	234 860
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	2 981 400	2 981 400	0	0	0
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	3 750 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
Total	3 750 000	5 000 000	2 699 018	2 238 300	2 126 951
TOTAL	72 944 117	164 386 117	94 551 665	89 950 599	89 416 441
TOTAL GENERAL	961 807 405	2 826 975 916	1 840 215 490	1 492 799 708	1 317 693 838

ANNEXE 7 :

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 SEPTEMBRE 2020.**

Ministère de l'Economie et des Finances

Direction Nationale de la Planification du

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple-Un But-Une Foi

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 SEPTEMBRE 2020

(Montant en milliards de
FCFA)

N°	Ministères / Institutions	Prévisions rectifiées 2020			Etat d'exécution au troisième trimestre 2020				
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux %	Part %
1	Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable	0,518	11,321	11,839	0,963	3,773	4,736	40,00	4,20%
2	Ministère de l'équipement, des infrastructures	9,095	17,580	26,675	32,649	-	32,649	122,40	28,93%
3	Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle	4,664	8,237	12,901	2,832	3,912	6,744	52,28	5,97%
4	Ministère de l'agriculture	45,711	33,723	79,434	14,947	11,454	26,401	33,24	23,39%
5	Ministère de l'élevage et de la pêche	18,708	6,251	24,959	2,740	1,824	4,564	18,29	4,04%
6	Commissariat à la sécurité alimentaire	-	1,213	1,213	-	0,580	0,580	47,82	0,51%
7	Ministère de l'énergie et de l'eau	24,465	47,359	71,824	18,984	11,238	30,222	42,08	26,78%
8	Ministère de l'aménagement du territoire et de la population	1,039	-	1,039	3,240	0,00	3,240	311,84	2,87
9	Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation	-	3,427	3,427	0,00	2,861	2,861	83,48	2,53
10	Ministère de l'économie et des finances	-	24,639	24,639	0,00	0,874	0,874	3,55	0,77
11	Ministère des mines et du pétrole	-	1,000	1,000	-	-	-	-	-
12	Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	0,200	-	0,200	-	-	-	-	-
13	Ministère de la santé et de l'hygiène publique	7,800	7,800	15,600	-	-	-	-	-
14	Ministère de l'industrie et du commerce	-	0,800	0,800	-	-	-	-	-
15	Ministère des maliens de l'extérieur	-	0,050	0,050	-	-	-	-	-
Total		112,200	163,400	275,600	76,355	36,516	112,871	40,95	100,00

Source : DNPD, décembre 2020.